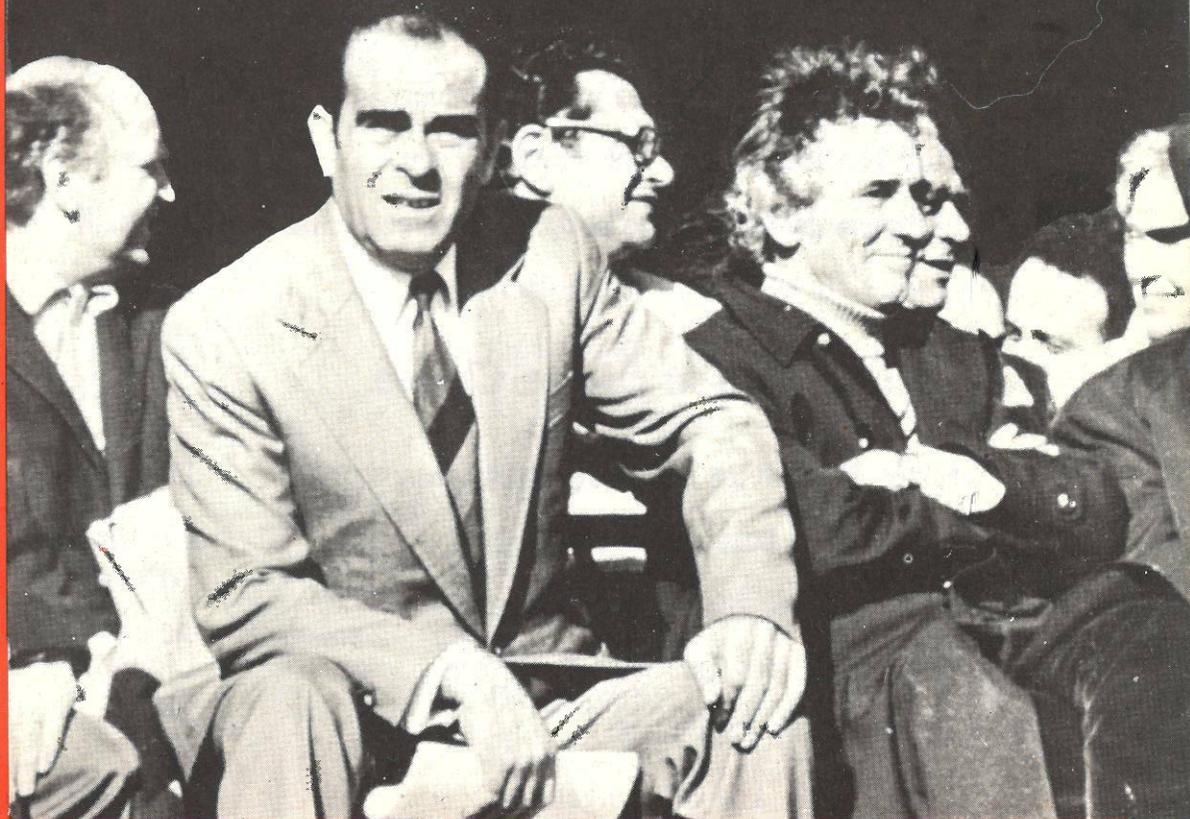


5 F

Les dirigeants du PCF
contre les travailleurs



QUAND ILS SONT AU POUVOIR

*Recueil de documents et témoignages
publiés par* **l'Humanité Rouge**

Collection Marxisme-Léninisme au combat

La Chine reste rouge	J.Jurquet – H.Jour
La lutte de classe dans les partis communistes	E.H.Hill
106e anniversaire de la Commune de Paris	Humanité Rouge
Le Peuple de Turquie face aux deux superpuissances	AYDINLIK – HALKIN SESİ

Collection Classe contre Classe

France 1977 – Les travailleurs et le logement	J.Nestor
Les cris de la Commune	A.Brieuc
La crise viticole en Languedoc-Roussillon et le combat des travailleurs de la vigne	L.Nouveau
Citroën baigne capitaliste	
De la révolte à la lutte organisée	Humanité Rouge

APN-EDITIONS

B.P. 279 75886

PARIS CEDEX 18

5F.

SOMMAIRE

EN GUISE D'INTRODUCTION..... P. 4

**LA DEMOCRATIE DANS
L'ENTREPRISE P. 6**

Marchais comme Amaury.

Un milliardaire «communiste» Doumeng

Vitry, le maire PCF licencié.

Le syndicat patron.

LES LIBERTES..... P. 12

Gardanne: un exemple parmi tant d'autres.

Tué par les gros bras du PCF.

Dockers : La Maffia du Port

LA HIERARCHIE..... P. 16

Nos futurs patrons

Cadres CGT : un congrès qui en dit long

Une nouvelle attitude... NON !

La hiérarchie au service de qui ?

L'ORDRE ET LA POLICE..... P. 19

Colombes : «Nous avons demandé au directeur de la sécurité de faire preuve de fermeté»

Parisien libéré

Expulsion place du Colonel - Fabien

La police manifeste !

LE RACISME..... P. 22

Montreuil

Nanterre

Foyers SONACOTRA

LA CULTURE..... P. 25

Le culte du héros

Sardou

Le théâtre à la usine

Leur conception de la femme

LA PREUVE PAR LA POLOGNE p 28

Le capitalisme restauré

Là où il y a oppression, il y a révolte

En guise d'introduction

Mars 1978 approche. Les partis traditionnels mettent au point tant bien que mal leurs programmes. Ils s'arachent les électeurs. Ils envahissent la télé, la radio, les journaux.

Le PCF n'a pas voulu échapper à la règle électoraliste. Ses dirigeants ont lancé une vaste campagne qui pourrait se résumer par ces mots : nous sommes le parti des travailleurs.

Ce sont nos intérêts que Marchais et Cie prétendent défendre : les intérêts des ouvriers, des employés, des petits paysans, des intellectuels.

Mais de plus en plus de travailleurs expriment leur méfiance par rapport aux dirigeants du PCF. Certains se posent des questions : que veut exactement la direction du PCF ? D'autres espèrent encore qu'avec la prétendue gauche au pouvoir le niveau de vie augmentera, mais on ne peut parler de confiance...

Pour y voir plus clair, il faut regarder les faits.

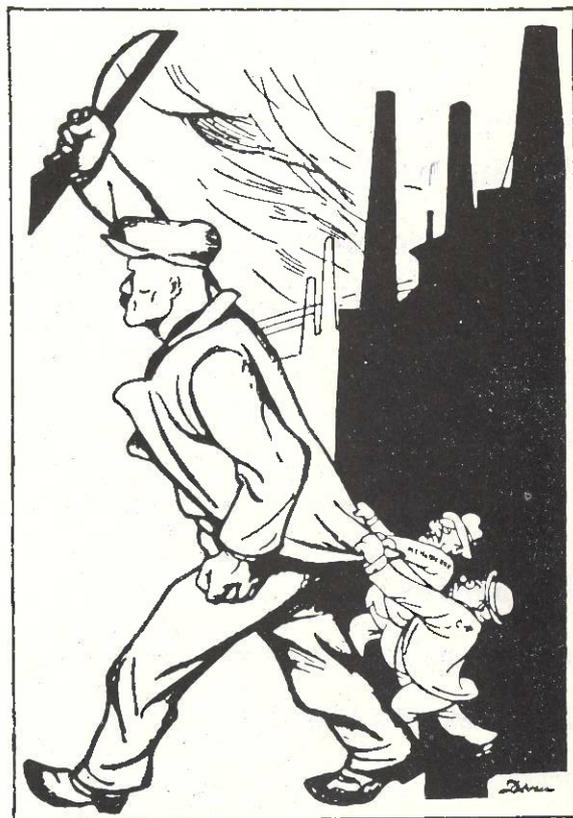
Les dirigeants du PCF sont déjà au pouvoir ici ou là en France. Ils tiennent des mairies, des coopératives, des comités d'entreprise... Que font-ils quand ils sont au pouvoir ? On verra alors que la politique qu'ils appliquent dans les usines comme dans les quartiers ne sert pas les intérêts des travailleurs, mais s'y oppose.

Ces faits qui nous permettent d'affirmer que le PCF n'est plus le parti des travailleurs, nous en avons regroupé quelques uns dans cette brochure, les plus récents. Ces faits ont été publiés dans le journal « l'Humanité rouge ». Il s'agit le plus souvent de correspondances envoyées au journal par des ouvriers, des employés, des travailleurs révolutionnaires qui ont à s'opposer chaque jour, pied à pied, aux trahisons des dirigeants du PCF ou de la CGT.

Si nous consacrons cette brochure à démontrer ce qu'est la direction actuelle du PCF, ce n'est pas parce que nous faisons de ce parti notre seul cible : les communistes marxistes-léninistes refusent aussi bien le programme de la droite que celui de la fausse gauche.

Mais il faut tenir compte d'une chose : le PCF a un passé glorieux, celui de la Résistance par exemple, mais aussi celui de longues années de lutte contre le capitalisme en France et l'impérialisme dans le monde. Il porte un nom cher au cœur des travailleurs : parti communiste.

En se servant de ce nom, de ce passé, de cette réputation, en faisant beaucoup de démagogie, Marchais, Leroy, Kanapa et autres Andrieu voudraient tromper les travailleurs de France. Or, ce passé glorieux, ce beau nom de communiste ne leur appartient plus.



Déjà avant la Révolution d'octobre 1917 en Russie, ceux qui se nommaient « mencheviks » et « socialistes révolutionnaires » voulaient empêcher la classe ouvrière de faire la révolution. Lénine et les Bolcheviks les ont combattus.

(Carricatures russes de l'époque)

Hier, les dirigeants du PCF luttèrent sur le mot d'ordre « classe contre classe », ils voulaient par la révolution prolétarienne instaurer en France la dictature du prolétariat, ils défendaient l'internationalisme prolétarien.

Les dirigeants du PCF d'aujourd'hui condamnent la lutte des travailleurs de Lip, les manifestations antinucléaires de Malville, les manifestations des petits paysans de Naussac. Ils basent toute leur politique sur les élections pour instaurer en France un gouvernement qui ne sera pas bien différent de celui que nous avons aujourd'hui dans la

mesure où le système capitaliste restera en place. On ne parle plus de révolution, tandis que la dictature du prolétariat a été officiellement condamnée par le XXe Congrès. Au niveau international, ils défendent les intérêts de l'URSS, pays des camps de concentration et des agressions militaires.

C'est pour montrer le vrai visage de la direction du PCF que nous avons fait cette brochure. Elle s'adresse à tous les travailleurs qui se posent déjà cette question, car ce qu'ils ont vu ici ou là dans les faits les a amenés à réfléchir.

Elle s'adresse donc aussi aux militants de base du PCF, que nous ne confondons en aucun cas avec leurs dirigeants, les bourgeois de type Marchais. Car les militants de base, eux aussi, se posent beaucoup de questions sur ce que veulent leurs dirigeants.

Les faits le prouvent : ce que veut la direction du PCF c'est gérer le capitalisme et quand on gère le capitalisme, c'est contre les intérêts des travailleurs.

Alors, direz-vous, ni droite ni gauche, il n'y a plus rien à faire... Au contraire. Là encore, regardons les faits. Toutes les victoires de la classe ouvrière furent remportées dans et par la lutte. Cette lutte, les communistes marxistes-léninistes de France la mènent depuis une dizaine d'années maintenant, contre la bourgeoisie de droite comme contre la bourgeoisie de gauche. De plus en plus nombreux sont ceux qui rejoignent ce combat.

C'est pour cette raison que nous qualifions les dirigeants du PCF de «révisionnistes» : ils ont révisé le marxisme, ils l'ont trahi. Ce ne sont pas des communistes !

Septembre 1977



«NI PLAN BARRE NI PROGRAMME COMMUN».

Le mot d'ordre central des Communistes marxistes-léninistes de France.

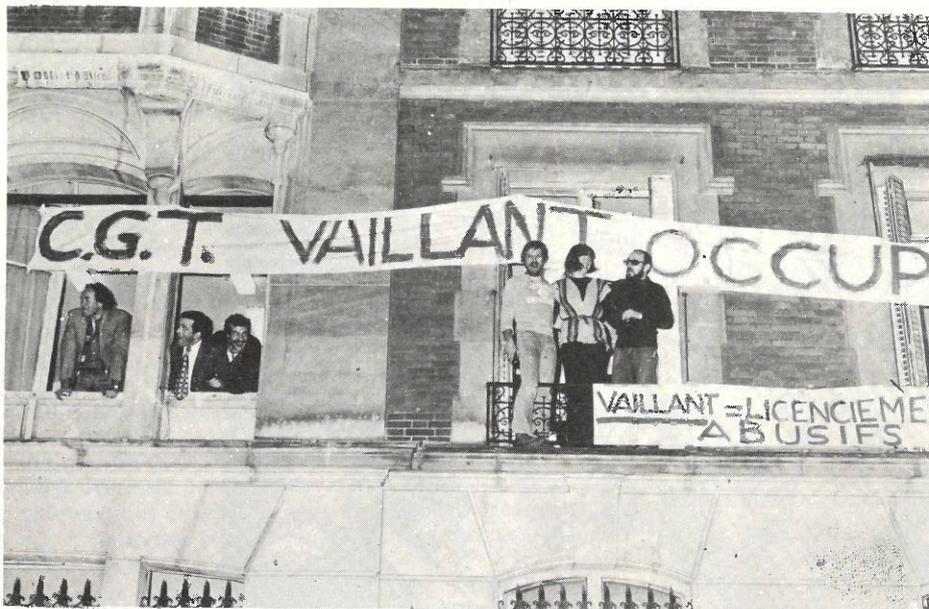
LA DEMOCRATIE DANS L'ENTREPRISE

... «que chaque travailleur, chaque citoyen ait, à tous les niveaux, la possibilité et les moyens d'être partie prenante à l'élaboration des décisions au choix des moyens, au contrôle de l'exécution et des résultats..»

Quand ils sont patrons, quelle est donc la réalité ?

Marchais comme Amaury:

4 mars 1977



Lundi soir, les journalistes occupent les locaux des Éditions Vaillant. Dans quelques heures, des hommes de main interviendront contre eux.
Photo Alain Keller. Agence Sygma.

Les Éditions Vaillant, vous connaissez ? C'est «Pif le chien», mais pas seulement. C'est un petit empire de presse contrôlé par le PCF.

Et tandis que la CGT fait du tapage pour le

rapatriement des travaux de presse effectués à l'étranger, les Éditions Vaillant, quant à elles, font imprimer en Belgique et dans les pays de l'Est.

Dans la profession du journalisme, les Éditions

Vaillant ont une solide réputation d'exploiteur sans scrupules. D'ailleurs, la CFDT leur a intenté plusieurs procès pour non respect des droits des journalistes pigistes. Cette réputation vient une fois de plus de se trouver largement confirmée.

Il y a plusieurs mois, les Éditions Vaillant décidaient la publication par le groupe d'une nouvelle revue hebdomadaire : «Sept sur sept». Elles embauchèrent pour cela des journalistes. Ceux-ci ont travaillé presque 6 mois sur le numéro 0 et les quatre premiers numéros. Puis, les Éditions ont décidé de transformer l'hebdomadaire en mensuel et ont profité de cette occasion pour licencier, sans indemnités, tous les collaborateurs du journal.

Les journalistes ont alors voulu défendre leurs droits légitimes. On leur a répondu que ce n'étaient plus les Éditions Vaillant qui s'occupaient de «Sept sur sept», mais les Éditions de «la Grille»... alors que chacun sait que c'est la même chose. Plus personne ne voulait s'occuper d'eux, on ne les connaissait plus. Ils ont alors décidé d'occuper les locaux. C'était le seul moyen pour se faire entendre.

L'occupation s'est déroulée jusque vers 2 heures du matin, et tout d'un coup, environ 25 à 30 individus «musclés» dont certains avec des barres de fer sont arrivés et leur ont dit d'évacuer sinon ils entraient en action...

Décidemment, les dirigeants du PCF, si forts en paroles pour dénoncer les pratiques d'Amaury, n'ont vraiment rien à leur envier.

Un milliardaire «communiste»: DOUMENG

— Son empire couvre tout le secteur agroalimentaire tant au niveau national qu'au niveau international. Doumeng s'est enrichi grâce au PC : par une position de monopole dans le commerce avec les pays du COMECON. Grâce au PC

Doumeng s'est enrichi sur la sueur des ouvriers et paysans. Voilà qui jette un nouvel éclairage sur les promesses du programme commun.

Doumeng, ennemi des paysans

Mercredi, la cour d'appel de Toulouse a condamné Jean-Baptiste Doumeng à 20 millions de francs d'amende pour avoir trafiqué sur les vins d'une cave dont il a le contrôle. Le sieur Doumeng avait en 1974 — mais on se doute bien que ce n'était pas la première ni la dernière fois — utilisé pour «enrichir» la production de sa cave 15 000 litres de mous concentrés de vin italien ; ce qui est proprement interdit depuis des années.

On se souvient qu'il était déjà passé en jugement au tribunal d'instance de Toulouse en mars 1975, et que les juges complaisants l'avaient relâché. Cette fois, c'est la direction des impôts qui est revenue à la charge en appel et l'a fait condamner.

Certains, dont nous sommes, trouveront la peine un peu légère en rapport aux milliards que ce monsieur a empoché sur le dos des ouvriers et des paysans qu'il exploite ; mais un bourgeois est toujours un bourgeois qu'il soit aux faux parti communiste ou ailleurs, et la complaisance de la justice est une complaisance de classe.

La vérité c'est que cette nouvelle affaire où est impliqué Doumeng ne fait que révéler une part infime de ces activités crapuleuses.

La vérité sur ce monsieur de la finance et de l'industrie agro-alimentaire, elle est connue depuis bien long temps par les petits paysans et en particulier par les petits viticulteurs. On se souvient de la mise à sac le

29 décembre dernier par plusieurs centaines de viticulteurs de la cave Sica-vin Midi-Pyrénées appartenant au-dit milliardaire.

On pourra lire également quelques passages instructifs révélant les activités de Doumeng dans l'excellent livre «La révolte du Midi» fait par le Comité d'action viticole paru après les événements de février-mars aux éditions «La France sauva-

On peut lire à la page 137 : «*Quand nous parlons de lutte contre le négoce, nous visons très précisément les trois ou quatre personnes qui tiennent fort discrètement la quasi totalité du marché du vin, avec, derrière elles, les grandes banques d'affaires. Et notamment, Doumeng qui n'est pas loin de contrôler directement ou indirectement une bonne moitié du marché des importations de vins italiens.*

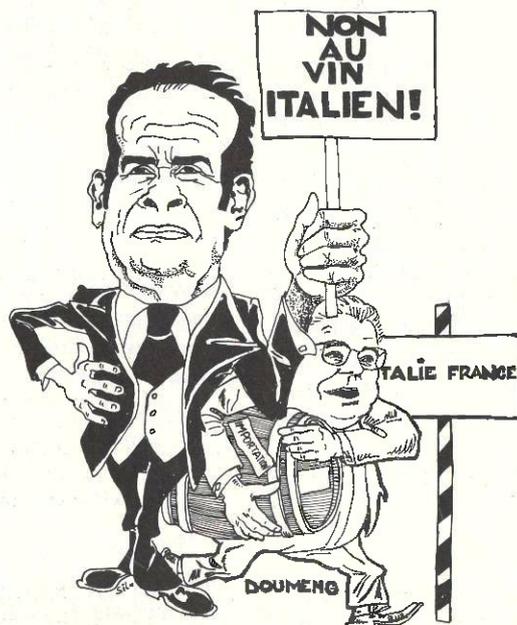
«*Nous commençons à bien connaître Doumeng*» poursuivent les viticulteurs. Quand le PCF criait contre

les importations de vins italiens et masquait le rôle du gros négoce français, ils n'ont pas été dupes : «*A l'en croire, nous n'avons d'ailleurs pas de plus ardent défenseur. Il est même allé jusqu'à appeler à la manifestation du 5 février, un «Comité d'action viticole» s'est créé "spontanément" dans sa région, dont il a été "nommé" responsable.*»

Rappelons pour mémoire que Doumeng est maire et conseiller général PCF, fondateur du MODEF, syndicat agricole contrôlé au sommet par les révisionnistes.

Ainsi, Doumeng comme les compères qui dirigent son parti, est doublement fraudeur, menteur et trafiquant. Doublement parce que non content d'exploiter comme c'est le propre de la bourgeoisie, cet individu utilise le nom glorieux de communiste pour coiffer ses activités.

La justice de sa classe l'a condamné pour l'escroquerie financière. Le peuple saura le condamner un jour sévèrement pour tous ses méfaits financiers et politiques.



Doumeng, exploitateur

La SACOPA, dont le siège est à Cherré (près de la Ferté Bernard dans la Sarthe) est une entreprise qui achète des animaux sur pied et qui les transforme en paquets de viande sous cellophane que l'on trouve dans les supermarchés.

C'est un super abattoir où l'on tue les animaux, traite la viande, la conditionne, l'emballage et l'expédie

C'est aussi un modèle d'exploitation capitaliste:

Les travailleurs sont obligés de suivre les cadences des chaînes qui apportent et emportent la viande. On voit parfois des ouvriers porter des quartiers de bœuf pesant jusqu'à 200 kg, alors que le maximum toléré par la sécurité sociale est de 110 kg.

Les salaires sont misérables : 1500 F par mois c'est un salaire courant pour 42 h par semaine, il n'est pas rare de voir des ouvrières gagner de 1250 à 1300 F par mois.

La durée du travail est toujours longue, dans certains secteurs tant qu'il y a du travail on reste, quand il n'y en a plus on s'en va. Pour s'en aller plus vite, une seule solution : travailler le plus rapidement possible; si bien que l'on voit parfois des ouvriers quitter le travail à 6h 30 le matin pour le reprendre à 13h 30 le même jour et gare à eux s'ils ne sont pas à l'heure : ils se font traiter de fainnants par leurs chefs.

Dans les bureaux les chefs parlent tonnage, ils oublient de parler du travail nécessaire à la réalisation de ce tonnage.

A Cherré 700 ouvrières et ouvriers travaillent à la SOCOPA, d'autres travaillent dans des conditions sans doute semblables au Mans, à Évron et à Gacé.

Un dernier point : la SOCOPA fait partie d'un groupe à la tête duquel on trouve le milliardaire du PCF, M. Doumeng : le révisionnisme participe à la direction de ce bagne.

Dès qu'ils peuvent trouver un travail un peu moins mal payé, les ouvriers quittent la SOCOPA où le syndicat le plus actif est la CGT. Fin septembre les délégués du personnel déposent les revendications à la direction. Celle-ci ne se donne pas la peine de répondre !

Les travailleurs eux ont répondu par une lutte de plusieurs semaines.

- D'abord ça a été les ouvriers de la Grosse Coupe. Dans cet atelier les horaires atteignaient 60 h par semaine. La nouvelle loi sur la durée du travail a entraîné de grosses baisses d'horaire ce qui s'est traduit par des baisses de salaire de 400 à 600 F par mois.

Les ouvriers de cet atelier ont débrayé en exigeant :

- Une prime de portage
- Une prime de froid

Ils ont pris contact avec le syndicat pour leur demander le soutien de toute l'usine. Le syndicat n'a lancé aucun appel.

La direction a accordé une prime de portage de 80 F par mois et les ouvriers ne se croyant pas soutenus ont repris le travail.

Les travailleurs du char-

coupe et d'autres choses encore, se sont mis d'accord pour exiger aussi la prime de portage.

Ça a été difficile parce qu'il y a des travailleurs français et portugais mais ils ont réussi à s'unir pour refuser ensemble de porter les quartiers de viande tant qu'ils n'auraient pas les primes.

La 4 novembre une réunion est prévue avec la direction, l'ensemble de l'usine décide de se mettre en grève.



La direction lâche du lest elle accorde :

- Une réduction payée du temps de travail de 47h30 à 46h.

- Une augmentation de salaire de 2 %

- L'attribution d'une prime hiérarchisée de fin d'année (90 % du salaire mensuel, base 40h).

- L'augmentation de la prime de transport

- Prime de 40 F pour les travailleurs du chargement.

Le 5 novembre, les travailleurs de Cherré et du Mans jugeant insuffisantes les propositions de la direction votent la grève — ceux

de Cherré manifestent dans les rues de la Ferté-Bernard

Le direction refuse toute nouvelle discussion estimant qu'elle avait trop donné la veille.

Elle tente de briser la grève : elle paie le café aux non grévistes, elle va jusqu'à fermer les portes des bureaux pour éviter le contact entre les employés et les grévistes.

Les employés ne se laissent pas faire, exigeant et obtenant le respect de leur sécurité et l'ouverture d'une

porte.

La CGT, elle, appelle à reprendre le travail.

Les travailleurs vont continuer la lutte pendant plusieurs jours, ils ne reprendront que quand il n'y aura plus de perspectives.

Ce mouvement a permis de voir qu'à la Socopa aussi la lutte était possible et pouvait payer.

Il a montré la nécessité que les ouvriers s'unissent face aux patrons.

Des travailleurs prennent conscience du rôle qu'a joué la direction actuelle du syndicat CGT et cherchent à s'organiser pour défendre leurs positions.

Vitry :

le maire PCF licencié

Avant d'être licenciée de ton emploi par la mairie de Vitry, tu étais au PCF. Depuis combien de temps et dans quelles circonstances y as-tu adhéré ?

J'ai adhéré au PCF en 1962 au moment de la guerre d'Algérie, alors que la plupart de mes copains avaient été obligés de partir faire une guerre dont ils ne voulaient pas. A l'époque cela me paraissait le seul moyen de m'engager dans l'action.

Entrer au PCF me semblait naturel du fait que mon père est un ancien communiste déporté à Mathausen et que ma famille a toujours été pauvre et écrasée d'impôts.

Quand je suis arrivée à Vitry-sur-Seine en 1968, j'avais certes le bac, mais, quoi qu'en dise Monsieur le maire Rosette, ce n'est pas facile de se débrouiller pour une femme seule avec quatre enfants. J'insiste sur cela parce qu'en plus ce personnage à qui je reprochais en public de m'avoir licenciée a osé répondre : «de toute façon, vous voyez bien, vous vous êtes débrouillée». En effet, il faut bien se débrouiller quand on est mise à la porte, et le fait que c'est par une mairie qui se prétend faussement «communiste» n'y change rien !

Comment le maire s'y est-il pris pour te licencier ?

Il a saisi comme prétexte le fait que j'étais traitée pour la colonne vertébrale par des séances de kinésithérapie, des massages, trois fois par semaine, et que ma maladie m'obligeait assez souvent à prendre des congés à l'époque.

Il m'a fait convoquer par le médecin, pas celui de la Sécurité sociale celui de la mairie, le médecin patronal quoi ! Ce dernier a déclaré, fallacieusement, que j'étais incapable du fait de mes ennuis à la colonne vertébrale de m'occuper d'enfants. Aussi, alors que d'autres filles qui avaient elles aussi des problèmes mais étaient dociles et bien vues par la mairie, voyaient leur stage prolongé, en ce qui me concerne le maire a refusé ma titularisation et m'a licenciée.

J'ai vu un de ses adjoints, Auffort, et lui ai dit : «Vous vous rendez compte de ce que vous faites, vous qui vous prétendez communiste, à une femme seule avec quatre enfants». Il m'a répondu, gêné : «Nous sommes des patrons comme les autres : nous avons des obligations». Et c'est bien vrai qu'ils sont des patrons comme les autres ; ils m'ont «quand même» proposé ensuite un poste de femme de ménage, sachant fort bien que mon médecin me déconseillait fortement ce genre de travail !

Comment as-tu fait pour retrouver du travail, et quelle a été la conduite de la mairie à ton égard par la suite ?

Ça a été difficile et si c'était arrivé maintenant par exemple je ne sais comment j'aurais pu m'en tirer. Tout d'abord la mairie-patron a refusé de me régler mes congés payés, prétextant que j'aurais dû les prendre sur le mois de préavis, ce qu'ils s'étaient bien gardé de me

dire jusqu'à la veille du licenciement. J'ai appris depuis, qu'ils avaient fait le coup à bien d'autres.

Comme j'étais au chômage avec l'équivalent d'un demi-traitement, et que je ne pouvais payer ni la cantine ni les impôts, y compris ceux de la mairie, ils m'ont menacée d'envoyer l'huissier. J'ai été obligée de me mettre «en tutelle» pour ne pas être saisie. J'ai eu la chance qu'un centre d'enfants s'ouvre à proximité de la commune et j'y ai été embauchée comme assistante médico-psychologique, ce qui prouve bien que la mairie aurait pu me garder jusqu'à ce que je me rétablisse. Tu comprendras que je ne pouvais pas faire autre chose que démissionner du PC quand tout cela m'est arrivé !

Quand as-tu commencé à travailler comme employée municipale ?

En mai 1971, la mairie m'a embauchée comme animatrice stagiaire à mi-temps, en se faisant tirer l'oreille parce que j'étais une femme seule avec des enfants. Bien sûr n'importe quel employeur capitaliste hésite devant les risques que ça fait courir à la rentabilité. A l'époque ils se sont sentis obligés de m'embaucher. Je leur ai fait comprendre que j'attendais justement d'eux qu'ils ne se conduisent pas comme n'importe quel employeur. Et, comme j'avais «la carte», militais dans une cellule du PCF et montais dans ma cité une amicale de locataires, ils ont dû se dire qu'ils pourraient ainsi s'attacher mes services.

Quand est-ce que la mairie a commencé à te voir d'un mauvais œil ?

La directrice de l'école où je travaillais me trouvait trop aimable avec les parents d'élèves que je considérais, quant à moi, comme des travailleurs comme moi.

Cette directrice était réactionnaire mais avait beaucoup de connaissances à Vitry et la municipalité voulait la ménager. Aussi a-t-elle dû écouter d'une oreille assez complaisante la demande de l'inspecteur de l'Éducation nationale. C'est ainsi que la mairie elle-même m'a muté dans une autre école, ce qui a augmenté mes difficultés pour conduire les enfants à l'école, aller à mon travail etc.

Ensuite, ayant été élue présidente de l'amicale de ma cité, j'ai refusé de la mettre au service de la mairie et du PCF comme ils auraient voulu. Même si je ne voyais pas aussi clairement qu'aujourd'hui ce qu'est le PC, je considérais que l'amicale devait être au service des locataires et des travailleurs et les défendre réellement : aussi je refusai de borner mon action à distribuer des tracts de louange au Programme commun et à la municipalité.

Quand la mairie a refusé de construire une nouvelle école maternelle et a décidé de déplacer de façon discriminatoire les enfants de la cité à l'école Blaise Pascal, ce qui entraînait un trajet plus long, des risques d'accidents plus grands, etc., j'ai fait signer en tant que présidente de l'amicale des lettres contre le maire qui était mon employeur. Bien sûr il n'a pas été content, ni comme maire, ni comme employeur, et j'ai alors commencé à me dire : «ils ne vont pas me garder long temps».

Le syndicat patron

La gestion des oeuvres sociales de l'EDF représente une vaste entreprise capitaliste gérée par les syndicats, en pratique par la seule CGT, voilà le rêve de ces messieurs de la CGT et du PCF, mais quel bain pour les travailleurs :

- carte CGT pratiquement obligatoire à l'embauche.
- une exploitation accrue sous le couvert de « service social ».

La CCAS

La CCAS (anciennement CCOS) (*) est le CE le plus important de France. Plus de 60 milliards de francs provenant de la vente du gaz et de l'électricité (1 % des ventes) et des cotisations du personnel d'EGF.

La bourgeoisie, en créant les CE avait un but : amener les syndicats à collaborer à l'exploitation du travail, à faire du CE un instrument de collaboration de classes.

Pour s'en convaincre, citons un éminent bourgeois qui fut à l'origine des CE : de Gaulle :

«Encore le plan que je me suis formé va-t-il bien au-delà de ces réformes d'ordre matériel. Il vise à attribuer aux travailleurs, dans l'économie nationale, des responsabilités qui rehaussent de beaucoup le rôle d'instrument où ils étaient jusqu'alors confinés.

Qu'ils soient associés à la marche des entreprises, que leur travail y ait les mêmes droits que détient le capital que leur rémunération soit liée comme le revenu des actionnaires aux résultats de l'exploitation, c'est à quoi je projette d'aboutir».

(De Gaulle - Mémoires)

On le voit ici clairement : le but de la bourgeoisie est de faire participer consciemment les ouvriers au revenu de l'entreprise (revenu soutiré de l'explo-

tation des ouvriers eux-mêmes) d'une part, de faire gérer les CE par les délégués syndicaux en les entraînant dans la collaboration des classes d'autre part.

Ainsi, la CCAS est un instrument de collaboration de classe et il en sera ainsi jusqu'au renversement du système capitaliste.

Propositions des travailleurs soutenues par le Parti marxiste-léniniste

- lutter contre toutes les fractions bourgeoises (de gauche ou de droite) qui dirigent la CCAS et particulièrement contre le PCF, dirigeant la CGT.

- titularisation du personnel des cantines (personnel des cantines égal personnel EGF).

- contre la hiérarchie scandaleuse de la CCAS (que penser d'un U3B gérant la CCAS ?)

Ces propositions ne sont pas closes. Nous demandons à nos collègues d'en proposer d'autres et d'enrichir celles que nous présentons. Les travailleurs, soutenus par le PCMLF d'EGF, appellent tous leurs collègues à voter le 26/5/77 pour la réalisation de ce programme.

(*) CCOS : Caisse centrale des oeuvres sociales, créé au moment de la nationalisation d'EDF-GDF.

CCAS : Caisse centrale d'action sociale.

CE : Comité d'entreprise d'EDF.

Bien sûr, le monopole de l'embauche existe à la CCAS mais peut-être espérez-vous que les travailleurs n'y vivent pas la même exploitation capitaliste que partout ailleurs ?

Ce serait en vain. Ne voit-on pas que pour l'instant rien ne distingue la CCAS d'une autre entreprise capitaliste : gestion capitaliste, maintien de la hiérarchie capitaliste, embauche qui n'a cours que dans quelques entreprises capitalistes. Pourquoi arrêter là la liste ?

Il ne faudrait pas l'oublier, en effet, la CCAS est un organisme d'œuvre sociale... Elle est donc au service du personnel... et il n'est évidemment pas question de mal lui rendre ce service... ce qui justifie les heures supplémentaires non payées, des congés supprimés, des refus (pour certains seulement) de tâches syndicales, des refus d'absence ou celles-ci parfaitement comptabilisées et devant être par conséquent récupérées, des salaires indécentés (on manifeste pour réclamer un salaire minimum de X francs mais on ne paye même pas les agents de la CCAS à ce minimum... l'exploitation dans les conditions de travail se justifie au nom du service rendu, les bas salaires et autres questions pécuniaires se justifient sur le fait qu'il ne faut pas gaspiller l'argent du 1 % qui est celui de tous les agents EGF. Au passage, soulignons que ces justifications s'appliquent principalement, pour ne pas dire uniquement, aux petites et moyennes catégories... A

part ça, quoi de neuf ? C'est partout pareil n'est-ce pas ?

Des exemples de cette exploitation, pourquoi les détailler, ils ne sont pas différents des autres. Prenons-en deux ou trois...

A la CCAS on embauche des temporaires, le temps qu'ils restent est fonction de tas d'éléments : s'ils plaisent ou non à la direction, s'ils adhèrent à la CGT ou ailleurs, si l'on en a besoin ou que l'on n'en a plus besoin... A la CCAS, on embauche et on licencie suivant les mêmes critères de rentabilité et de « cote d'amour » que partout ailleurs. Il n'est visiblement pas très gênant pour ces messieurs dirigeants de la CCAS d'aller manifester, signer des accords, faire des déclarations contre le chômage, quand soi-même on licencie...

A la CCAS, on ne connaît qu'une partie de la réglementation, suivant les besoins de la cause, alors qu'il est convenu que les employés CCAS doivent bénéficier des mêmes avantages que ceux d'EDF. Une circulaire éditée par la direction EGF, il y a deux ans environ, reconnaissait à tous les agents statutaires diplômés d'un bac technique le droit à un reclassement en catégorie 6. Cette circulaire s'applique tant bien que mal à EGF, à la CCAS elle ne s'applique toujours pas aujourd'hui. Il paraîtrait que la direction de la CCAS n'en n'avait pas eu connaissance ! Le fait est que cela permettrait effectivement de sous-payer des travailleurs.

De la CCAS dépend tout le personnel des cantines. Le travail qu'il effectue est particulièrement pénible : cadences, bruits, risques d'accidents du travail, etc. Que constatons-nous ? Les cadences sont des plus élevées, la CCAS refuse de met-

tre des effectifs supplémentaires et même comprime les postes et les classifications ; elle préfère par exemple dans une cantine attendre que la direction ouvre une autre chaîne plutôt que d'augmenter les effectifs. Elle refuse également de

recouvrir le sols d'un produit antidérapant, sous prétexte que cela coûte trop cher... résultat : deux accidents depuis la rentrée. La réflexion de plus en plus partagée d'un travailleur en assemblée générale du personnel de cantines, résume

assez bien ce que veut la direction de la CCAS : « du temps du CCOS tenu par la direction, c'était l'exploitation, aujourd'hui, avec la CCAS, c'est le bagne. »

Brochure CCAS
Le PCF à l'Oeuvre

CCAS: Les BOURGEOIS du P.C.F. à L'OEUVRE

... ressources CCAS : 1% des ventes EGF. Soit environ 7% de la masse salariale.

Ceci correspond à 400 000 AF par agent d'EDF-GDF

DES TRAVAILLEURS ET DES COMMUNISTES MAIRXISTES-LÉNINISTES D'EDF-GDF

IL S'AGIT DE GÉRER 60 MILLIARDS D'AF, ET COMME TOUT BON GESTIONNAIRE NOUS INVESTISSONS CET ARGENT EN ... BON CNE, BANQUE EDF-GDF, NOUS LE PLACONS EN BANQUE (CREDIT LYONNAIS, BNP).

CET ARGENT POURRAIT SERVIR DANS L'ANNÉE DU VERSEMENT A DES REALISATIONS IMMEDIATES PROFITABLES AUX TRAVAILLEURS !

GAUCHISTE!

BREF, LA CCAS EST AUJOURD'HUI UNE GRANDE ENTREPRISE, AU BUDGET IMPOSANT, AUX ACTIVITES MULTIPLES AVEC UN PERSONNEL DEPASSANT 10 000 PERSONNES PENDANT LES VACANCES...

... ET DE PLUS, NOTÉZ LES POSSIBILITÉS POUR DEVENIR CADRE A LA CCAS... PAR EX. EN 61, A L'EPOQUE DE LA CCOS, J'ETAIS EN CATEGORIE 7, SYNDICAT UNIC ET MEMBRE OAS. LE PCF A REPRES L'AFFAIRE EN MAIN, J'ADHERE AU PARTI REVISIONNISTE (CELUI-CI VENAIT DE REVISER LES PRINCIPES DU LENINISME, ET COMMENÇAIT L'EXCLUSION DES TRAVAILLEURS FIDELLES AU MARXISME-LÉNINISME : VIKI A HENRI, HEROS DE LA RESISTANCE DE LA MER NOIRE RESULTAIT, 7E PLUS EN CATEGORIE 23...

... DONC NIMPO ent... pas qui CCAS!

CENSURE

enfin de compte nous pouvons dire que grâce à La gestion efficace que nous menons, nous n'avons pas à nous plaindre. Nous avons tout ce qu'il nous faut : matériel, secrétaires... COMME VOUS POUVEZ LE CONSTATER, NOUS SOMMES POUR LA HIERARCHIE...

CECI SUR LE COMPTE DU 1% DESTINE AUX OEUVRES SOCIALES...

... A LA CCAS on respecte La HIERARCHIE, tout comme à EGF... ça permet un bon déroulement de carrière et ça donne un bon salaire vous pouvez me croire!...

ALLO GEORGES... IL FAUT FAIRE QUELQUE CHOSE. NOUS SOMMES CONSTAMMENT INTERRUPTÉS PAR DU PERSONNEL GAUCHISTE !!!

... Le PCF s'est toujours prononcé pour une gestion démocratique des entreprises, c'est à dire une gestion qui tième compte de tous des travailleurs et produit du fonctionne pour Le Peuple...

LE PCF-CGT DESHABILLE PIERRE POUR MAL HABILLER PAUL. LES TRAVAILLEURS DES CANTINE N'ONT PAS LA GARANTIE TOTALE DE L'EMPLOI...

S'ILS COTISENT COMME LES AGENTS D'EGF AUX CCAS DURANT LEUR ACTIVITE, ILS N'EN BENEFICIENT PLUS DÈS QU'ILS NE FONT PLUS PARTIE DU PERSONNEL CCAS!

A LA CCAS ON NE RESPECTE MÊME PAS LES CIRCUITAIRES EDF-GDF, ON NE RESPECTE PAS LES DROITS CONVENTIONNELS (COMITE D'HYGIENE ET DE SECURITE...)

POUR UNE GESTION DEMOCRATIQUE ET EFFICACE VOTEZ LE PCF-CGT. MALGRÈS LES MARCHANDS GAUCHISTES!

LES LIBERTES

L'Union de la gauche garantit la liberté d'expression, mais pour qui ? Pour eux : les patrons, mais pas aux travailleurs, aux anti-impérialistes qui veulent organiser une soirée dans une municipalité qu'ils détiennent.

- Combien de salles refusées y compris à des associations reconnues ?
- Combien d'agressions sur les marchés ?
- Quelle démocratie syndicale ?

GARDANNE :

un exemple parmi tant d'autres

Voici les faits que présente un communiqué de l'Humanité rouge de Gardanne (Bouches-du-Rhône).

Réuni le 5 mai 1977, le nouveau conseil municipal de Gardanne (Bouches-du-Rhône) a décidé par 12 voix (à large dominante PCF) contre 11, d'interdire le parc des loisirs de Valabre aux militants de l'Humanité rouge qui comptaient organiser le 19 mai une fête populaire «pour les luttes ouvrières et paysannes, pour le socialisme».

Alors que le MJCF (mouvement de jeunesse du PCF) avec 5 adhérents à l'époque a pu étaler son chapiteau sur le parking du stade et disposer des panneaux électoraux municipaux, l'Humanité rouge est taxée «d'organisation extérieure», alors qu'elle développe son activité à Gardanne depuis trois ans.

Cette atteinte aux libertés démocratiques (qui ont pourtant largement été utilisées comme argument élec-

toral) est un grave précédent à Gardanne pour une municipalité qui compte 35 jours d'ancienneté et constitue une grave menace pour tous ceux qui n'inscrivent pas leur activité dans l'optique du Programme commun et plus précisément dans la ligne du PCF.

Les marxistes-léninistes de Gardanne appellent les travailleurs et toute la population laborieuse à manifester leur réprobation pour de telles pratiques, à exiger que l'Humanité rouge puisse organiser une fête populaire au parc de Valabre, Gardanne, le 8 mai 1977

Dimanche, sur le marché de Gardanne, les marxistes-léninistes ont distribué un tract où, entre autre, ils disent «Main basse sur Gardanne, des paroles aux actes» Ils rappellent que sur le marché de Martigues, le PCF tente d'interdire la vente de l'Humanité rouge, qu'à Aubagne il empêche les travailleuses du MLAC (mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception) de tenir une permanence.

Une pétition a déjà été signée par plus d'une centaine de travailleurs sur le marché de Gardanne, dimanche matin.



Service d'ordre central du PCF contre le cortège du Parti communiste marxiste-léniniste de France le 26 juin 1975.

Tué par les gros bras du PCF

Le mercredi 13 juillet, un ouvrier portugais, maçon, âgé de 32 ans et père de quatre enfants, est mort à l'hôpital de Clermont-Ferrand. Il est mort assassiné par un service d'ordre armé.

L'agression s'est déroulée dans la nuit du 3 au 4 juillet au cours de la fête régionale de l'Humanité, à Pont-du-Château.

Vers 1 h moins le quart du matin, trois ouvriers portugais se présentent à l'entrée de la fête. Ils veulent entrer. Le service d'ordre les en empêche. Il est trop tard, paraît-il... Mais les choses ne s'arrêtent pas là. La bande de gros bras du PCF, à moitié ivres depuis le milieu de l'après-midi, se jette sur les ouvriers portugais, au cri de «Sales Carais, vous pouvez rentrer chez vous».

Même un accorchage, toujours possible dans un bal ou une fête, n'explique par qu'un service d'ordre s'en prenne précisément aux

«Sales Carais», en assommant un à coups de barres de fer, en blessant un autre d'une large estafilade à la cuisse, défonçant à coups de

barres de fer la voiture d'un troisième qui cherchait à s'enfuir.

Les responsables directs de la mort d'Antonio, ce sont les dirigeants du PCF : Marchais, Leroy, Kanapa, et toute la clique. Ces gens-là manipulent toute une bande de nervis, que l'on arme, que l'on paie et que l'on entraîne pour la cogne, uniquement pour la cogne.



Service d'ordre du PCF contre des jeunes à la fête de l'Humanité.



La plus grande partie des citoyens soviétiques soignés dans les hôpitaux psychiatriques de l'URSS sont des ouvriers.

DOCKERS :

La Mafia du Port

A Lorient, comme dans tous les autres ports existe une véritable mafia : la mafia CGT. Vis à vis des travailleurs du port, les responsables CGT sont des patrons à cent pour cent. Ce sont eux qui font l'embauche des dockers et des autres travailleurs sur les quais. Deux de leurs représentants appartiennent au BCMO (Bureau central de la main-d'œuvre) qui organise l'embauche dans chaque port.

Ce sont eux, également, qui attribuent les cartes «professionnelles» (G) ainsi que les cartes «occasionnels» (O). Ils appartiennent également à un organisme appelé le CAINAGOD (Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers) qui organise la gestion des fonds et donne son avis sur le nombre de cartes G à donner.

Pour obtenir une carte G ou une carte O, il est absolument indispensable d'avoir sa carte CGT en poche. Pour devenir «professionnel» celle du PCF est également souvent nécessaire. Nous verrons comment, pour maintenir ce monopole, les dirigeants CGT se livrent à une véritable corruption des «professionnels».

A Lorient, le patron de la CGT qui est le responsable de l'embauche des dockers s'appelle Jean Marin. Ce monsieur, qui est permanent CGT des ports et docks, est également employé à mi-temps du bureau de la main-d'œuvre. Ses appointements et les «petits cadeaux» qu'il reçoit lui assurent un revenu d'au minimum un million par mois. Car pour avoir une carte,

il ne suffit pas d'être syndiqué CGT obligatoirement, il est également nécessaire de graisser copieusement la patte du monsieur.

LES DOCKERS

Il se divisent en trois catégories : d'abord les «professionnels» détenteurs de la carte G. Comme nous l'avons vu, tous ont leur carte CGT, non par conviction, mais par obligation. Les responsables CGT ont tout fait pour qu'ils constituent une couche privilégiée qui leur est toute dévouée. Les «professionnels» constituent une minorité de

A Lorient, cette priorité s'étendait non seulement au port de commerce mais aussi au port de pêche. C'est ainsi que les dockers du port de commerce peuvent aussi venir travailler au port de pêche et ont priorité sur les autres dockers du port de pêche, occasionnels et auxiliaires.

Ils pouvaient également travailler le jour au port de commerce et la nuit au port de pêche, empêchant ainsi d'autres dockers de travailler. La CGT les a également entretenus dans la pratique du vol d'importantes quantités de poisson.

Tout ceci ajouté au fait

n'ont pas de travail et se font des mois de 600 F !

Afin d'en faire une couche privilégiée, les responsables CGT les entretiennent dans une mentalité d'«aristocrates».

C'est ainsi qu'il arrive que les responsables CGT refusent les déchargements de certains bateaux qu'ils estiment trop durs. Dernièrement, un de ces bateaux qui représentait du travail pour environ 20 jours pour les dockers non-professionnels a été refusé. Il est parti se faire décharger en Angleterre.

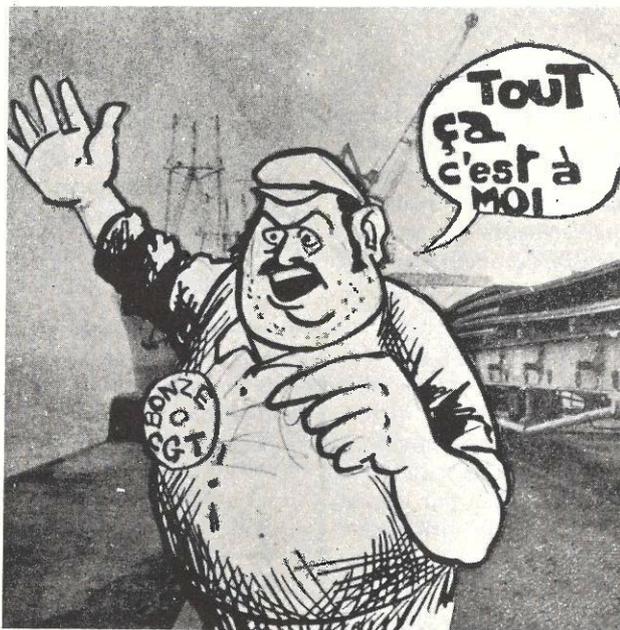
Autre pratique : on réserve le travail dur et sans prime aux occasionnels et auxiliaires, et, à la fin, pour toucher les primes, les «professionnels» arrivent.

Les cartes G sont également les seules à bénéficiaires des fonds de la Cainagod. Quand ils n'ont pas de travail (ce qui est rare car ils peuvent aller au port de commerce et au port de pêche), ils touchent 75 F par jour. De l'argent est prélevé sur les salaires des occasionnels et des auxiliaires, mais seuls les professionnels en profitent.

Entretenus dans une mentalité de privilégiés par les responsables CGT, ils sont prêts à tout pour défendre ces privilèges sur les dos des autres dockers.

Depuis des années, le nombre de professionnels n'a pas bougé, la CGT voulant conserver cette couche d'«aristocrates».

Viennent ensuite les occasionnels, détenteurs de la carte O. Pour obtenir cette



dockers, le quart environ. Ils ont la priorité d'embauche sur tous les autres dockers, occasionnels et évidemment auxiliaires.

qu'il est fréquent que les dockers «professionnels» se fassent des paies d'un million par mois... et pendant ce temps, d'autres dockers



Après l'embauche... Ces dockers n'ont pas été pris. Pas de travail, pas d'argent!

carte, ils sont eux aussi obligés d'être à la CGT. Ils n'ont pas de sécurité d'emploi, étant embauchés quand il y a du travail. Ils ne touchent ni chômage, ni Sécurité sociale quand ils sont sans emploi. Mais ils ont priorité d'embauche sur les auxiliaires.

Ceux-ci sont les plus exploités. Pour les armateurs comme pour la CGT, ils n'existent pas. Dernièrement, Marin s'exclamait : «*Les auxiliaires, c'est de la merde*». Ils viennent chaque soir à l'embauche et ne sont pris que s'il y a du travail. Et même pour eux, il est très recommandé d'avoir la carte CGT. Marin lors de l'embauche demande couramment : «*Qui est syndiqué ?*». Quand ils n'ont pas de travail, ils ne touchent aucune indemnité ni Sécurité sociale, alors qu'ils paient pour les deux.

De plus en plus, dans l'esprit des dockers, apparaît la férocité de ce système d'exploitation. S'il n'y avait ni occasionnels ni auxiliaires, le quart seulement des bateaux pourraient être déchargés. Alors pourquoi les traite-t-on comme des mendiants auxquels on offre du travail de temps en temps ?

Chez les dockers grandit et grandira l'exigence du droit au travail et aux mêmes droits que les autres travailleurs.

Face à cela, la réponse des armateurs est : «*Ce n'est pas possible d'assurer un emploi chaque jour à tous les dockers. Il n'y a pas tous les jours la même quantité de poissons à débarquer*».

C'est là un argument classique de tous les capitalistes. Pour faire de gros profits, ils veulent une main-d'œuvre utilisable selon leurs besoins, qu'on peut mettre au chômage quand on veut, quitte à réembaucher après. Dans toutes les industries, les capitalistes disent il n'y a plus assez de travail, on licencie.

Face à ce point de vue capitaliste, les travailleurs ne doivent avoir qu'une réponse : nous défendons notre droit au travail, nous refusons de faire les frais de l'anarchie et des crises du système capitaliste. Les capitalistes veulent préserver leurs profits et les grossir en nous jetant sur le pavé, nous nous défendons nos salaires en luttant contre les licenciements.

Il faudra de nombreuses luttes acharnées sans doute pour faire reculer les armateurs d'autant plus qu'à ce système d'autres trouvent encore leurs intérêts : les patrons de la CGT.

QUELS INTÉRÊTS DÉFEND LA CGT

Le système de l'embauche dans les ports, tel qu'il existe aujourd'hui, est en effet la base sur laquelle repose le monopole de la CGT. Le fait que ce soit elle qui fasse l'embauche, lui permet de contraindre les dockers à avoir leur carte CGT. Le système reposant sur le chômage de la majorité des dockers lui permet de corrompre une minorité de dockers auxquels elle assure des conditions de privilèges et de très gros salaires sur le dos de la majorité des travailleurs du port. Ces privilégiés ont ainsi intérêt au maintien du monopole de la CGT et sont prêts à tout pour le défendre. Les patrons de la CGT ont ainsi de véritables hommes de main qu'ils ont achetés.

La CGT est contre le droit au travail de la majorité des dockers, car cela signifierait une remise en cause des privilèges de la minorité sur laquelle elle s'appuie pour maintenir son monopole.

Les dockers qu'elle a corrompus ne sont que des instruments entre les mains des dirigeants du PCF et de la CGT. S'ils défendent leurs privilèges, c'est pour avoir des hommes de main dévoués à leurs intérêts c'est à dire au monopole.

Ce système permet d'entretenir une énorme bureaucratie syndicale qui s'engraisse de l'exploitation de la grande majorité des dockers. La fédération ports et docks de la CGT est un ramassis de nouveaux bourgeois, vivant de l'exploitation des travailleurs des ports de France.

Mais surtout ce monopole a une grande importance politique. Il permet aux dirigeants du PCF français de contrôler les ports français. Rien ne peut s'y faire sans leur accord. Or, on connaît la grande valeur stratégique des ports. Dans la perspective de l'accession de «*L'union de la gauche*» au pouvoir, le monopole CGT dans les ports est un atout considérable dans les mains du PCF. Ce n'est pas un hasard si, ces derniers temps, le PCF a fait de nombreuses déclarations sur la pêche et les ports en général. Le monopole CGT peut permettre au PCF de contrôler une grande partie du commerce ainsi que de l'alimentation.

C'est bien pourquoi aussi il ne peut y avoir de lutte des travailleurs des ports contre les armateurs sans lutte contre les dirigeants de la CGT. Les uns et les autres ont en effet intérêt au maintien du système actuel.

LA HIERARCHIE

L'Union de la gauche va-t-elle changer les rapports au sein de l'entreprise, la division du travail, l'encadrement ?

Nos futurs patrons

Dans la revue «*Perspectives syndicales*», de l'Union fédérale des cheminots cadres et agents de maîtrise CGT (UFCM CGT), la direction révisionniste publie depuis quelques temps une rubrique «*Portrait d'un cadre CGT*». Nous donnons ici deux exemples significatifs de ces cadres qui s'apprentent à gérer le capitalisme dans la ligne du Programme commun de la «gauche».

Le premier est dirigeant du bureau administratif, circonscription de Paris-Lyon. Il répond aussi aux questions posées par «*Perspectives syndicales*» : «*J'aime les plaisirs de la vie, notamment ceux de la table...*»

«*Je suis dur au boulot,*

conditions de travail, les salaires, les réductions de personnel représentent les types parfaits des méfaits du capitalisme pour les travailleurs. Quelle honnêteté, quelle confiance peut-il exister entre la classe ouvrière et les capitalistes ?



dur avec moi comme avec les autres. J'ai pleine conscience de mon rôle de dirigeant et j'entends l'assumer sous tous ses aspects... C'est donc entre l'entreprise et moi affaire d'honnêteté et de confiance. Par contre, j'ai une tâche à réaliser et des règles à faire respecter par le personnel que je dirige. Je mets tout en œuvre pour y parvenir et je ne fais pas de sentiment.»

Nos commentaires : En somme, un valet servile, au service de la SNCF, où les

Maire et conseiller-général PCF

Attardons-nous un peu plus sur le second qui présente l'intérêt, en plus de cadre de la SNCF, (chef de la gare internationale et chef de l'agence Exploitation à Modane) d'être maire d'une commune de 13 000 habitants et conseiller général «communiste» !

«... La formation de l'homme est délicat et ... reste fragile. Si on les traite par la douceur on risque d'en faire de petits dévots

sans envergure...»

Notre commentaire : Pour ce «monsieur», les travailleurs ont besoin de coups de pieds au cul pour devenir des hommes !...

«*Quand un représentant du personnel ne possède pas à fond son dossier, je le mouche*».

Notre commentaire : Quel beau défenseur des intérêts des travailleurs !

«*Une fois la CFDT avait distribué un tract dans lequel elle insinuaient qu'une certaine connivence existait entre les représentants CGT et moi. Sans me tenir au courant, le syndicat CGT d'exécution a remis les choses au point dans un tract. J'ai trouvé cela correct.*»

Notre commentaire : En somme, «*Vive la collaboration de classes*» !

«*Je me suis fait porter gréviste deux fois : en 1968 et à une autre date que j'ai oubliée ou toutes les circulations étaient arrêtées.*»

Notre commentaire : Gréviste à chaque fois qu'il serait le seul à travailler. Il faut le faire !

«*Je réduis le personnel au strict minimum*»

«*Perspectives syndicales*» demande : «*Les cheminots ne doivent pas chômer à Modane ?*»

— Non, d'autant plus que j'ai un principe : moins de personnel mais mieux payé. Depuis mon arrivée le trafic a doublé et le nombre de cheminots est resté presque le même. Ce qui a changé ce

sont les grades et les qualifications...»

P. S. : Comment cette politique des effectifs est-elle appréciée ?

— Pas toujours bien, c'est un fait : L'été par exemple, je réduis le personnel au strict minimum... Je reconnais que ce n'est pas toujours drôle pour ceux qui restent !

Notre commentaire : Double travail et 10 % de salaire en plus dans le meilleur des cas, c'est ça la promotion sociale du PCF.

P.S. — Le fait que le cadre CGT ne soit donc pas d'arrivés dans l'établissement.

M.B. — Ça ne devrait pas. Une fois la CFDT avait distribué un tract dans lequel elle insinuaient qu'une certaine connivence existait entre les représentants CGT au CMIE et moi. Sans me tenir au courant, le syndicat CGT d'exécution a remis les choses au point dans un tract. J'ai trouvé cela correct.

P.S. — Tu es un syndiqué CGT convaincu et pourtant tu ne fais jamais grève. Pourquoi ?

M.B. — Ce n'est pas exact. Depuis mon arrivée à Modane, je ne suis fait porter gréviste deux fois : en 1968 et à une autre date que j'ai oubliée où toutes les circulations étaient arrêtées. Tant que les rames circulent, j'estime que mes responsabilités de chef d'établissement m'obligent à être présent dans les conditions actuelles des lignes.

P.S. — Ce que le reproche surtout les adhérents de l'UFCM c'est d'avoir assuré parfois les postes d'aiguillage.

P. S. : Tu es un patron dur ?

— Assez, oui. J'exige beaucoup et je ne félicite jamais les gens... Mon ambition est de faire de tous des hommes.» !

Ces quelques exemples peuvent donner une idée de la conduite qu'auraient les «grands démocrates» du PCF, s'ils détenaient en 1978, avec les socialistes, le pouvoir d'État, la direction des entreprises nationalisées et à nationaliser.

Un cheminot

Cadres CGT :

un congrès qui en dit long !

Le 6e Congrès de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT), organisation des cadres appartenant à la CGT qui s'est tenu le week-end dernier a été dans le droit fil du 22e Congrès du PCF. Au cours de celui-ci, Marchais s'adressant aux cadres leur avaient en effet déclaré : « Nous ne disons pas aux cadres : devenez ouvriers, comportez vous comme eux, vivez comme eux. Non, nous leur disons : vous êtes des cadres, et c'est bien... le socialisme que nous voulons aura un immense besoin de cadres auxquels ils reconnaîtra leur juste valeur... ». Dans le même temps où il appelait à renoncer à la notion de dictature du prolétariat, il montrait ainsi quel type de société les révisionnistes veulent instaurer. Quelle est en effet cette société dont on nous dit que les privilèges des cadres y seront maintenus, qu'ils conserveront leur rôle de domination sur la classe ouvrière ? Ce n'est rien d'autre que le capitalisme. Marchais leur promet que sous son « socialisme », la place des cadres sera plus importante qu'elle ne l'est aujourd'hui. Quelle est en effet leur situation aujourd'hui ? Bien souvent, ils sont des auxiliaires des capitalistes, ils profitent de l'exploitation des travailleurs, ils contribuent à son organisation. Mais ils ne possèdent pas le pouvoir, ne détiennent pas les moyens de production, ils ne sont souvent que

des exécutants. Ce que Marchais leur promet, c'est qu'avec lui au pouvoir, ils pourraient devenir les nouveaux patrons des entreprises nationalisées. C'est ce que devait rappeler le Congrès de l'UGICT en affirmant : « Le rôle social que le gouvernement et le patronat affirment ouvertement vouloir nous interdire, nous ne pouvons l'imposer aujourd'hui que par l'action collective ». Ce rôle social, ce n'est autre chose que la direction des entreprises.

Au cours de ce congrès les révisionnistes ont une fois de plus défendu avec acharnement les privilèges des cadres : « Il est faux que les sacrifices matériels imposés aux uns soulagent en quoi que ce soit les autres, plus défavorisés ». C'est au nom de ce vieux principe propre aux exploités et à tous ceux qui veulent préserver leurs privilèges que les révisionnistes prônent les augmentations en pourcentage si profitables aux cadres.

Les cadres CGT devaient affirmer encore « que la libération totale des cadres passe par des changements de structures de la société et, dans l'immédiat, par la mise en œuvre du Programme commun ».

La « libération des cadres », n'est-ce pas touchant ? On croyait jusqu'à maintenant que le problème était plutôt celui de la libération de la classe ouvrière. « Libération des cadres », cela ne signifie que la réalisation de

leur aspiration à prendre la place des actuels patrons. Pour les travailleurs, cela ne signifie qu'un changement

d'exploiteurs

Séguy, présent durant tout le congrès, devait encore préciser un peu plus le point de vue des révisionnistes. Il devait notamment expliquer pour quelle raison, dans la CGT, les cadres disposent de leur propre organisation. Il devait en particulier rejeter la conception d'« organisation unique où quelques cadres archi-convaincus, prêts à sacrifier leur carrière à leurs idées, sont submergés par la masse des syndiqués et ne jouent, de ce fait, pratiquement aucun rôle ». Ce qui est une façon de dire qu'il ne faut pas mélanger les torchons avec les serviettes et que les cadres préoccupés par leur carrière ne peuvent décemment pas se mélanger avec tous ces ouvriers dont ils sont les « supérieurs ». Chacun à sa place.

Pour préciser sa pensée Séguy devait encore indiquer « qu'on ne demandera évidemment pas aux cadres de porter le drapeau les jours de grève et de manifestation ».

Tout cela démontre à l'évidence les intérêts que représente aujourd'hui le PCF. Ce sont ceux d'une bourgeoisie bureaucratique, à laquelle appartiennent les hauts cadres, qui aspire à prendre en main les affaires du capitalisme, aujourd'hui « brimée » parce qu'elle ne détient pas les moyens de production. Pour réaliser ce projet, elle a besoin de l'appui de la masse des cadres sur laquelle elle s'appuiera pour exercer son pouvoir sur la classe ouvrière.

Le socialisme véritable quant à lui, la dictature du prolétariat, sera le pouvoir de la classe ouvrière et aura pour principe de réduire constamment les différences dans la société, de placer les cadres sous le contrôle et sous la direction de la classe ouvrière pour qu'ils se comportent comme des ouvriers, et vivent comme eux. Et si, aujourd'hui, des cadres veulent rejoindre le combat de la classe ouvrière, qu'ils se mettent sur ses positions, défendent ses intérêts en sachant que la destruction du capitalisme signifiera la disparition des privilèges des cadres.

Cette conception du cadre a son reflet en ce qui concerne la composition sociale du PCF : recul important du pourcentage ouvrier avant tous les plus exploités ; développement important du pourcentage de cadres moyens et supérieurs.

	1966	1976
Ouvriers	60,1 %	35,7 %
Enseignants	7,85 %	20,6 %
Ingénieurs techniciens	2 %	9,1 %

Voilà qui cadre bien avec la défense des augmentations hiérarchiques contre les augmentations uniformes !

Une nouvelle attitude... NON!

Les dirigeants du PCF ont longtemps été partisans de la hiérarchie maintenue des salaires. La direction CGT ne voulait même entendre parler que d'augmentations hiérarchisées. Cette politique favorisait de façon évidente les cadres.

Aujourd'hui l'Humanité nous parle d'une hiérarchie réduite de 1 à 5, de SMIC à 2 200 F, de hausse diffé-

renciée jusqu'à 8 800 F, de maintien du pouvoir d'achat jusqu'à 12 000 F et de fiscalité sur les hauts revenus. Bref, une politique qui se veut « pour l'ouvrier » : la hiérarchie devant se resserrer de façon sensible entre ouvriers et cadres moyens, de façon plus sensible encore entre ouvriers et cadres supérieurs.

Précisons bien qu'il ne s'agit que de promesses !



La bonne question

En avril 1975, lors d'une menace de réduction d'horaire, les travailleurs des Câbles de Lyon de Clichy s'adressent aux cadres :

De quel côté allez-vous vous mettre sur ce problème fondamental de la production, des cadences ?

Allez-vous refuser l'exécuter les ordres de vos supérieurs concernant l'augmentation de la production sous diverses formes ?

Allez-vous refuser de faire pression sur les travailleurs comme va/ vous le demander la direction ?

L'unité n'est possible que si la réponse aux deux dernières questions est OUI.

Nous avons tout à gagner de cette unité car si le problème d'aujourd'hui est grave, celui de DEMAIN* l'est encore plus et cela pour tous les collègues.

*Il s'agit de la restructuration du trust.

La hiérarchie au service de qui ?

Car là est bien la question de fond que pose la hiérarchie : sur quoi est-elle basée, qui sert-elle ?

Nous savons, quant à nous, qu'en système socialiste, il existe encore une hiérarchie (bien sûr réduite). Mais elle est fondée sur des critères, en premier lieu, comme le dévouement, « l'esprit de servir le peuple », la capacité à se faire l'écho des aspirations des masses et à les diriger pour qu'elles traduisent leurs aspirations en actes.

Viennent ensuite les critères de compétences techniques, professionnelles, etc. De plus, cette hiérarchie n'entraîne pas de privilèges comme des salaires exorbitants, par exemple !

En système capitaliste, les cadres sont recrutés pour leurs capacités, à des degrés divers, à faire fructifier le capital, c'est-à-dire à organiser l'exploitation des travailleurs. C'est pour cela qu'ils sont formés ! Il va sans dire que plus l'on s'élève dans la hiérarchie, plus le salaire s'élève, et plus c'est le cas ! Il va sans dire aussi qu'un nombre

non négligeable de cadres refuse ce rôle et peut très bien rejoindre les positions de la classe ouvrière pour mener la lutte contre la classe bourgeoise, abattre le système capitaliste et instaurer la dictature du prolétariat.

Ce n'est pas, en tout cas, ce à quoi les appellent les dirigeants du PCF et de la CGT : ils n'ont mené leur politique en direction des cadres que dans la perspective de leur accession au pouvoir et pour s'implanter le plus solidement possible dans l'appareil de gestion de l'économie capitaliste !

C'est une raison du même ordre qui les pousse aujourd'hui, à l'approche de l'échéance électorale, à faire semblant de changer de position : le rejet par les travailleurs de leurs positions trop ouvertement antiouvrières et sa conséquence électorale (les voix qui « s'échappent » sur la « gauche », comme on l'a vu aux dernières municipales) les y incitent, sans aucun doute, sur les questions de hiérarchie comme sur bien d'autres !

L'ORDRE ET LA POLICE

Opérations coup de poing, rafles, brimades, tortures dans les commissariats, tout cela est bien le fait de la société capitaliste, de l'exploitation des travailleurs !

Est-ce que cela va changer avec l'Union de la Gauche au pouvoir ? Que nous propose l'Union de la gauche ?

COLOMBES :

«Nous avons demandé au directeur de la sécurité de faire preuve de fermeté...»

Colombes, dans le département des Hauts de Seine, est une municipalité dont le maire (qui est également député et conseiller général) est au PCF. Cette municipalité «d'Union de la gauche» regroupe également des conseillers du PS et même un du PSU.

Dernièrement, la municipalité a fait mettre dans les boîtes aux lettres du Petit-Colombes le compte-rendu de sa dernière entrevue avec le directeur de la Sécurité des Hauts de Seine, c'est à dire le chef des flics du département.

Lors de cette entrevue, les représentants de la municipalité étaient accompagnés du commissaire de police de Colombes ainsi que de deux personnes baptisées «représentants du quartier habitant rue des Côtes d'Auty».

Tout cela pourquoi ?

Le bulletin municipal nous l'indique : «Nous avons fait part à Monsieur le directeur de nos critiques devant ce que nous considérons comme une certaine inopérance à faire évacuer des caravanes qui se trouvent soit sur la voie publique, soit sur des voies privées dont les propriétaires ont demandé le départ». En un mot, la municipalité de Colombes reproche au chef des flics des Hauts de Seine de ne pas avoir fait intervenir la police pour faire évacuer des familles comme elle le lui avait demandé.

Le bulletin continue : «Nous avons demandé au directeur de la Sécurité publique de faire preuve de fermeté». Demander la fermeté aux flics, on imagine ce que cela signifie très concrètement.

Bref, qui sont ces familles? Le bulletin municipal nous l'indique : «La totalité de ces caravanes sont habitées par des familles qui habitent Colombes depuis trente ans, voire plus pour certaines d'entre elles, les anciens du quartier le savent bien».

Eh bien, ces familles, la municipalité de Colombes a décidé de les faire évacuer par la force !

Et comme elle est pleine de bonnes intentions, elle «a aménagé un terrain pour ces quelques familles qui se refusent à respecter les règles normales de bon voisinage». Pour qui connaît Colombes, le terrain en question se trouve entre l'autoroute et l'usine des eaux, c'est à dire en un endroit caracté-

risé par des odeurs insupportables. Et c'est là que ces gens veulent faire habiter des familles.

Pour que cela puisse se faire, la municipalité «démocratique» de Colombes s'adresse à la population en ces termes : «Nous exigeons, et vous devez exiger, par des démarches auprès de la police, leur évacuation à cet endroit aménagé à cet effet. Dès que vous aurez à signaler une occupation anormale, il vous appartient d'en saisir le commissariat».

Mais ces messieurs ne se sont pas contentés de demander cela au représentant de Poniatowski. Ils lui ont demandé, comme à leur habitude, plus de flics, et ont obtenu satisfaction : «Il s'est engagé à faire circuler un plus grand nombre de véhicules, notamment la nuit. Nous veillerons à ce qu'il en soit ainsi», déclarent-ils.

Comme ça, la chasse aux jeunes, aux travailleurs français et immigrés, pourra mieux s'effectuer à Colombes.

Ces «braves gens» ont également parlé des immigrés avec «M. le direc-

A Bagnolet aussi...



teur de la Sécurité publique». Ils se sont plaints notamment de ne pas pouvoir faire fermer les cafés immigrés à 22h30. Ce qu'ils veulent en somme, c'est le couvre-feu pour les immigrés.

Parmi les services que la municipalité demande à la police : «procéder à une surveillance plus réelle et plus efficace» des cafés immigrés. C'est là ce qu'indique le bulletin municipal. Et ces gens-là vous diront qu'ils ne sont surtout pas racistes. Ben voyons !

Au total, la municipalité de Colombes est fière d'elle et satisfaite de sa rencontre avec le sous-fifre de Ponia-towski : «Nous pensons que cette dis-

cussion avec le directeur départemental et le commissaire aura été utile». Mais malgré tout, M. le maire révisionniste de Colombes a quelques regrets qu'il confie «très démocratiquement» : «Je le répète, le maire en région parisienne n'a aucun pouvoir de police, mais il doit pouvoir exiger de ceux dont c'est le métier de le faire. Encore faut-il que ceux-ci en aient les moyens. Ceci est une affaire de choix, une affaire politique et nous devons le dire, il reste beaucoup à faire dans ce domaine».

Premier regret : les maires PCF aimeraient avoir leurs flics bien à

eux, pour faire régner dans leurs municipalités leur ordre et leur «sécurité».

Deuxième regret : la police n'a pas de moyens suffisants. Elle ne peut pas suffisamment, selon eux, espionner, quadriller les quartiers, contrôler la population (surtout les immigrés).

Mais, avec le Programme commun, on peut leur faire confiance : les flics ne manqueraient pas de moyens pour faire régner l'ordre capitaliste.



Parisien libéré

Le dimanche 5 décembre 1976 l'imprimerie du Parisien libéré occupé jusqu'alors par les ouvriers en grève était investi par les flics. Des affrontements ont lieu, mais la CGT s'interpose et convoque à une manifestation le lendemain bien loin de l'imprimerie.

Dans la V.O. de cette semaine une grande victoire est annoncée : «3 adhésions à la CGT ont été réalisées dimanche parmi les policiers de garde»

*Service d'ordre CGT, hilare
dos aux flics et face aux
masses.*

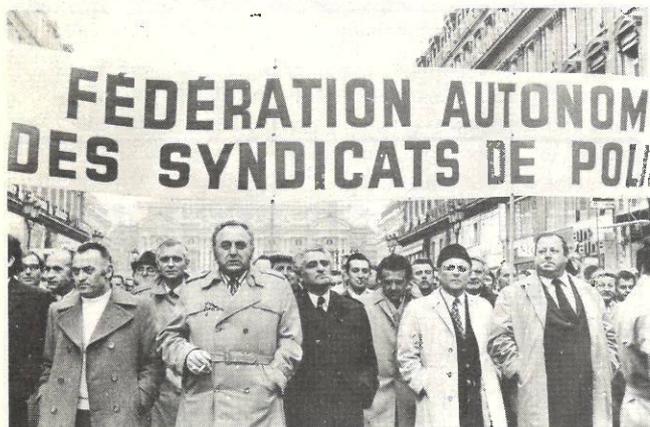
Expulsion

Place du Colonel Fabien

*Pour la construction de son
immeuble de la place Colo-
nel Fabien, le PCF fait ex-
pulser des travailleurs par la
police.*



La police manifeste !



On avait l'habitude de voir la police massée dans les cars, ou attaquant les manifestants. Grâce aux dirigeants de l'Union de la Gauche la police a une place royale au sein des manifestations, scandant «union, action, programme commun» au sifflet à roulette.

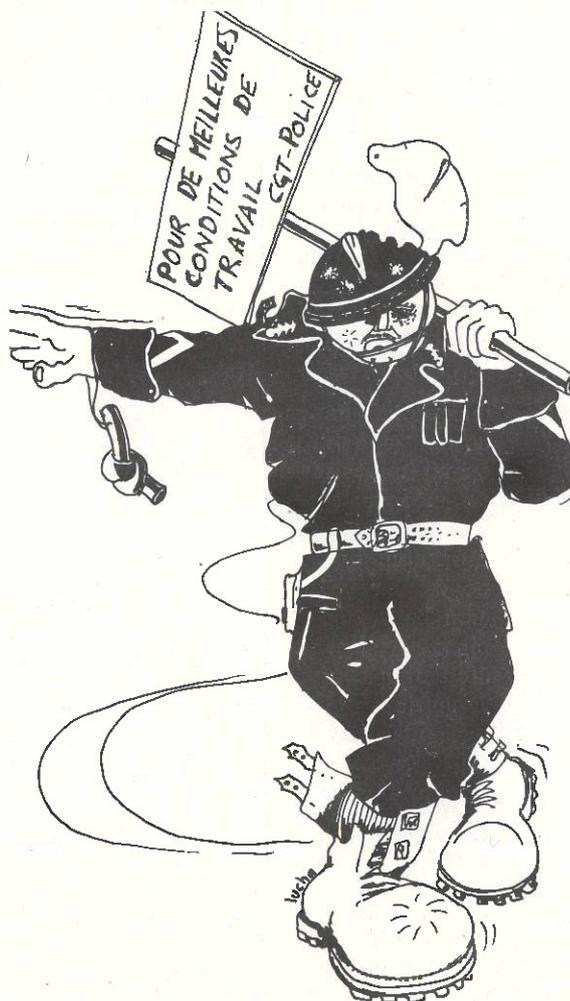
Que veulent ces policiers : de meilleures conditions de «travail», des effectifs plus nombreux, une répression accrue...

Ils veulent un renforcement de la police capitaliste !

Quant à nous, nous n'applaudirons les policiers que lorsqu'il quitteront les rangs de la police, crosse en l'air pour se mettre sous la direction des travailleurs.

Faire passer les flics pour des travailleurs comme les autres, c'est renforcer leur rôle répressif en le masquant, c'est essayer de les introduire au sein des travailleurs pour mieux briser les luttes.

L'union de la gauche ne change rien au rôle de la police. L'Union de la gauche renforce la police pour maintenir la dictature du capital.



LE RACISME

Montreuil

«la population immigrée est passée à 14,96% alors que la municipalité considère que le seuil qui ne devrait pas être dépassé se situe aux environs de 10%... La concentration des travailleurs immigrés dans certaines villes ne correspond ni aux intérêts de la population locale, ni à ceux des immigrés. Dès octobre 1969 les maires communistes de la région parisienne avaient exigé du gouvernement une répartition équitable des travailleurs immigrés sur toutes les villes..»

«L'appui de tous est nécessaire pour l'obliger à prendre cette exigence en considération...»

« En ce sens la municipalité a décidé de reporter la construction de trois foyers migrants dans notre ville..»

Voilà qui est assez parlant. Nous ferons seulement quelques remarques :

- Les faux communistes reprennent à leur compte la théorie raciste du «seuil de cohabitation entre français et immigrés»

- A travers la mairie, ils appellent les travailleurs français à appuyer leur politique raciste

- Ils s'appuient sur cette théorie pour justifier le manque de logements décents pour les travailleurs immigrés, au moment où des ouvriers africains sont entassés au foyer Bara..

Encore un exemple démontrant premièrement la nature bourgeoise et raciste de l'idéologie révisionniste et deuxièmement que seule la lutte permet l'obtention de l'égalité de droit entre ouvriers français et immigrés et non la confiance dans le bulletin de vote favorisant telle ou telle fraction de la bourgeoisie.

Nanterre

«Les dossiers noirs du racisme» rappellent ainsi par exemple les propos 100 % racistes et antialgériens tenus par la municipalité révisionniste de Nanterre après la décision du secrétariat d'Etat à l'Immigration de faire «disparaître» les bidonvilles : «Le

bulletin municipal de juin 1970 de la ville de Nanterre écrit sans ambages : "La position de la municipalité est et reste catégorique : pour maintenir dans la ville un équilibre de population normal, 85 % des familles des bidonvilles doivent être logées hors de Nanterre".», sinon, n'est-ce pas, le «seuil de tolérance» étant atteint, l'on risque de voir se produire des incidents racistes !

LA CGT AU SECOURS DE LA SONACOTRA !

Lecteur de l'«Humanité rouge, je vous adresse la photocopie recto et verso d'un billet de tombola distribué par des syndiqués CGT membres du PCF qui travaillent dans l'établissement où je suis salarié. Non seulement ils ne soutiennent pas les travailleurs, mais ils soutiennent ouvertement ces négriers modernes !.

C. G. T. UNION DES SYNDICATS DES BOUCHES-DU-RHONE F. S. M.
23, Boulevard Charles-Nédélec - 13005 MARSEILLE

44^e Congrès

1, 2 et 3 DECEMBRE 1976
PALAIS DES CONGRES MARSEILLE

- Lutter en recrutant à la C.G.T.
- Recruter pour mieux Lutter

2,00 Frs.

SOUSCRIPTION - TOMBOLA
TIRAGE FIN ANNEE

1^{er} Lot - 1 Chaîne Hi-Fi
2^{ème} Lot - 1 Vélo moteur
3^{ème} Lot - 1 Caméra
et de nombreux autres lots

Les lots retirés 3 mois après le tirage restent acquis à l'organisation.

N° 047760

SONACOTRA met à la disposition des travailleurs, fonctionnaires, retraités, étudiants, hommes ou femmes des Chambres individuelles tout confort.

Prix journalier de 8 à 14 francs

Pour renseignements, s'adresser :

SONACOTRA
Délégation Régionale

16, Rue Pierre-Leca - 13003 MARSEILLE

Tél. 50.35.77 ou 50.84.16

SONACOTRA

«Ils ne sont pas avec nous»

Dans les revendications qu'avancent les résidents de la Sonacotra, il y a celle concernant l'égalité des droits entre travailleurs français et eux, immigrés qui n'ont pratiquement aucun droit. Ils demandent le droit d'expression, celui de pouvoir se réunir librement, celui de recevoir qui leur plaît et quand ils le désirent.

Pour faire aboutir leurs revendications, les grévistes dans chaque foyer en grève se sont organisés selon le principe de compter avant tout sur soi, et ont élu des délégués selon les principes de l'éligibilité pour appliquer les décisions de l'assemblée générale et de la révocabilité immédiate dans le cas contraire.

Tous ces faits n'ont pas plu à la direction de la So-

nacotra, qui a refusé de négocier réellement et a remis le dossier dans les mains du ministère de l'Intérieur depuis fin mars.

Mais pourquoi précisément la Sonacotra en est arrivée là. Depuis le début du mouvement elle avait pourtant essayé diverses manœuvres de division, comme celle consistant à négocier foyer par foyer ou même d'acheter certains délégués.

Dans cette lutte, la Sonacotra a bénéficié depuis le début d'un allié de taille, du moins dans les foyers situés dans des municipalités contrôlées par le faux Parti communiste français.

Par exemple, à St-Denis, le PCF et la CGT devaient signer un protocole d'accord avec les patrons de la Sonacotra sans autorisation des

grévistes qui ne correspondait en rien aux revendications des grévistes. Dès cette époque, ces manœuvres ont été dénoncées et combattues par l'ensemble des grévistes.

Après les expulsions de quatre délégués du foyer St-Denis, le PCF lors d'une manifestation ridicule mardi dernier devant la mairie devait utiliser l'affaire Sonacotra pour sa propagande antigouvernementale uniquement et non pour le soutien aux travailleurs immigrés, et lancer le mot d'ordre «le gauchisme c'est les expulsions». Autrement dit pour ce parti de renégats lorsque les masses luttent et s'organisent démocratiquement c'est du «gauchisme», et qui plus est c'est là la cause des expulsions.

C'est là essayer de faire passer le blanc pour le noir et le faux pour le vrai.

L'origine des expulsions n'est pas dans la faiblesse du mouvement de la Sonacotra, mais au contraire dans sa force.

Le pouvoir s'est lancé dans la répression parce qu'il a peur du mouvement des immigrés, comme il a peur des luttes dures et organisées de la classe ouvrière.

Mercredi à Bagnolet le PCF a condamné la manifestation de solidarité qui devait avoir lieu à 18 heures, après y avoir appelé quelques jours auparavant. La raison officielle donnée dans un tract : «cette manifestation risque d'être manipulée par les services de Poniatowski et transformée en provocation». La véritable raison c'est un travailleur immigré du foyer de Bagnolet qui la dira au moment du rassemblement «ils ne sont pas avec nous parce qu'ils ne peuvent pas contrôler notre lutte, mais ça ils ne le pourront jamais !»

Pour finir, le PCF de Bagnolet, comme à St-Denis, à Pierrefitte ou dans d'autres municipalités, devaient appeler les résidents à négocier foyer par foyer sur la base de sa plate-forme et non celle des résidents et de leur comité de coordination.

Ainsi le PCF au cours du développement de la lutte des résidents de la Sonacotra, montre-t-il son vrai visage. Ce n'est pas celui d'un parti mou dont on pourrait espérer qu'il mobilise quand même un peu pour le soutien. Ce parti est un parti de traîtres, un parti bourgeois, dans lequel aucun travailleur français ou immigré ne peut avoir confiance.



Pour riposter contre les expulsions de 18 délégués, le PCF a mené sa campagne sur un SEUL délégué (Membre du PCF) et l'a fait revenir en France en opposant son attitude « responsable » à l'attitude « irresponsable » des 17 autres !

Mais les résidents ne l'ont pas entendu de cette oreille et par leur lutte ont fait revenir en France des délégués expulsés !

L'attitude de la « gauche » est donc bien la même que celle de la « Droite » rejeter les travailleurs immigrés de leur commune, pratiquer la division, opposer français et immigrés. Mais « la gauche » craint particulièrement les luttes des travailleurs immigrés, car elle ne les encadre que plus difficilement ! Des luttes comme celle des résidents de la Sonacotra, ou celle des travailleurs des Câbles de Lyon en majorité immigrés font reculer l'influence du révisionnisme au sein de la classe ouvrière.



Retour des expulsés.

Depuis plus de deux ans les travailleurs immigrés des foyers Sonacotra font la grève des loyers. A plusieurs reprises ils ont la preuve que les dirigeants des syndicats et du PCF veulent négocier derrière leur dos.



LA CULTURE

L'Union de la gauche, et particulièrement le PCF, est bien structurée au niveau de la culture : journaux pour tous les âges, diffusion de livres, imprimerie, auteurs, chanteurs... Grâce aux municipalités, à la gestion de CE, elle dispose de crédits, de salles, de publicités...

L'Union de la gauche au pouvoir est-ce le développement de la culture prolétarienne ?

Le culte du héros Docteur Justice

Pif publie depuis cinq ans les aventures du Docteur Justice, as du karaté, et abonné des lignes aériennes internationales. De plus, les éditions Vaillant viennent d'éditer un nouveau magazine de karaté : Docteur Justice ; et elles font une large publicité au film de même titre, sorti en janvier.

Les ennemis
du bon docteur

Le scénario de ces aventures est toujours le même. Docteur Justice parcourt le monde, comme tout bon agent secret du genre SAS ou 007. Il est attaqué par des voleurs, des terroristes, des membres de sociétés secrètes, des comploteurs qui ressemblent beaucoup à des guerrilleros, et même des patriotes nord-irlandais. Mais Justice «communie avec l'esprit» de son maître japonais (No 335, p. 47), et il laisse ses agresseurs sur le carreau, grâce à sa science du karaté.

Quelle impression retire le lecteur des pays étrangers, particulièrement du tiers monde ? Qu'ils sont peuplés de métis, de noirs, de jaunes, qui attaquent le héros à un contre dix. Ce genre de récits diffuse le racisme et la haine des étrangers. Même les Irlandais y passent : ce sont des «têtes-de-pioche», et «ils sont nés avec des gants de boxe» (No 331, p. 61).

Le justicier
international

Si Justice n'a pas d'amis à l'étranger, il a des protégés. Envoyé par l'Organisation internationale de la santé, il prend soin de la santé du monde : il intervient partout pour redresser les torts et secourir les opprimés.

Bien entendu, on ne voit jamais dans Pif les opprimés en question se défendre seuls et remporter des victoires : cela, c'est réservé à Justice.

Par ses victoires, Justice met fin à la violence et con-

tribue à maintenir la paix. A ce propos, un jeune lecteur écrit : «Pif est le seul illustré qui me plaise, car je déteste la violence.

Mon héros préféré est Ben Justice. Mes camarades disent que je ne suis pas logique car dans Justice il y a

lence des opprimés qui est justifiée, mais la violence du justicier qui vient à leur secours.

Toutes proportions gardées, c'est avec de telles idées que les impérialistes justifient leurs interventions pour «maintenir la paix». Les Américains au Vietnam



Docteur Justice, enlevé par des patriotes nord-irlandais les met hors d'état de «nuire».

de la bagarre. Mais Justice cherche avant tout à venir en aide aux opprimés et doit par conséquent supprimer l'agresseur.» La rédaction de Pif répond : «Très bonne remarque», et ajoute : «La bagarre n'est pas la violence. Ici, ce n'est pas la vio-

allient «défendre» les Vietnamiens du sud attaqués par Hanoï ; les Russes interviennent en Angola pour «défendre» tel mouvement de libération attaqué par des «mercenaires». Le tout au nom de la paix et de la Justice...

Alors que se développe un mouvement de masse pour empêcher les représentations du chanteur fasciste Sardou «L'Humanité» a des pages entières de publicité en sa faveur c'est le grand rassemblement des chanteurs réactionnaires Ferrat en tête pour la sauvegarde de la liberté de création de l'artiste !

L'union de la gauche au pouvoir, nous pourrons encore entendre Sardou faire l'apologie du viol du racisme, de l'impérialisme ou du social impérialisme à la radio ! Quand à ses représentations publiques, union de la gauche ou pas elles sont fort compromises !

Le théâtre à l'usine

«LA BECANE» ou la machine antiouvrière

Dans une municipalité aux mains des faux-communistes du PCF, comme Argenteuil, les troupes de théâtres rencontrent des obstacles quasi-insurmontables pour présenter des pièces au contenu populaire et révolutionnaire. Par contre il est très facile d'y monter des pièces qui chantent aux oreilles des élus de ces municipalités. Tel est le cas de la pièce de Michel et Betty Raffaelli présentée au théâtre Jean Vilar d'Argenteuil.

Le thème de la pièce ?

Les ouvriers luttent pour conserver leur emploi ; leur patron a décidé de liquider l'usine, il a plus à gagner en spéculant dans l'immobilier.

Devant cette menace les ouvriers occupent l'usine et obtiennent satisfaction. Que devient cette lutte sur scène ?

Sur la scène il n'y a place que pour la machine à fabriquer le papier : machine-orchestre «fascinante». Non seulement elle occupe toute la scène, mais elle est l'objet central des revendications : il faut avant tout sauver l'outil de travail, les licenciements deviennent secondaires. Ici, le «capital le plus précieux», ce n'est pas l'homme mais la machine...

Que deviennent les ouvriers ?

Il y a le délégué syndical qui fait les analyses, qui dirige, qui dénonce ceux qui ne pensent pas comme lui. La masse des travailleurs ne l'ouvre pas, dort même ; on nous les montre comme des lourdaux ou des femmes ignardes qui ne sont bonnes qu'à faire et à servir le café... Un ouvrier propose : «Si on arrêtait la machine de tourner, cela obligerait le patron à négocier plus vite», il est immédiatement accusé de faire le jeu du patronat parce qu'il oublie qu'on doit toujours soigner l'outil de travail !

Qu'est-ce qui fait peur au patron ?

Seraient-ce les masses ? La grève ? L'occupation ? La mobilisation des travailleurs ? Non, non, les patrons tremblent devant les pétitions et les délégations conduites par les «zélus» locaux !

Une scène révélatrice : l'occupation.

Est-ce qu'on nous montre l'enthousiasme des travailleurs, maîtres dans leur usine ? Voyons-nous se développer la solidarité avec les travailleurs en lutte ? Verrons-nous comment la démocratie ouvrière

permet de larges discussions où sortent les axes de lutte et les slogans ? Non, non les travailleurs se bornent à peindre des banderoles déjà toutes rédigées, à faire le café et... à dormir !

Et pourtant ils gagnent !

Ne nous y trompons pas !

Cette victoire est uniquement due à la conjoncture économique, et non à la mobilisation des travailleurs. C'est la victoire du papier-carton sur la matière plastique, devenue trop coûteuse avec la crise du pétrole !

Connaissant la fréquentation très faible de ces théâtres par la classe ouvrière — on comprend un peu pourquoi — l'affaire ne vaut pas beaucoup qu'on en parle. Mais elle devient plus intéressante lorsqu'on sait que la pièce sera diffusée par les Comités d'entreprises — pour les ouvriers —. Elle devient d'autant plus dangereuse, car cette pièce reflète l'idéologie que propage le PCF : mépris des masses, culte pour la technique et démobilité. Ces trois attitudes sont justement celles qu'à toujours utilisées la bourgeoisie pour mieux assurer sa domination sur les travailleurs.

Leur conception de la femme

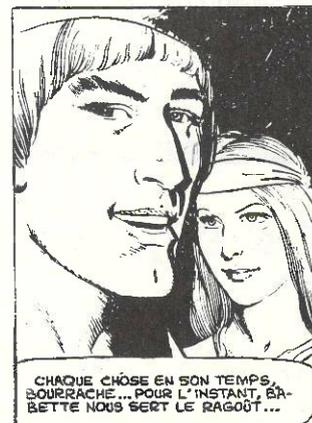
En réalité leur conception de la femme est une conception bourgeoise :
Alors rien d'étonnant à ce que toutes les luttes des travailleuses, contraception, égalité, libération... se soit heurtés à la «gauche»

Pas de socialisme, sans émancipation des femmes
Pas d'émancipation sans socialisme !

Fête de l'Humanité



Dans «Pif»



La conception de la femme inculquée aux jeunes : la cuisinière reléguée derrière ses fourneaux au service du «héros» de l'histoire.



La conception de l'homme : le séducteur à la recherche d'une femelle.

LA PREUVE PAR LA POLOGNE

La France n'est ni l'Italie, ni le Portugal, ni la Pologne, mais les révisionnistes, eux, sont toujours les mêmes ; comme tous les bourgeois, ils cherchent à faire payer la crise à la classe ouvrière, mais de plus, ils cherchent à encadrer la classe ouvrière : tentative d'instaurer un syndicat unique au Portugal, répression de travailleurs par la police syndicale en Italie...

En Pologne, profitant de la contre-révolution de Kroutchev en URSS, les révisionnistes, sous la houlette de Gomulka, ont restauré le capitalisme. Ils ont restauré la propriété privée, le pouvoir de l'Église... ils ont aidé Brejnev à la « reprise » en main de la Tchécoslovaquie en 68. Maintenant, c'est en Pologne même que les travailleurs se révoltent.

Le capitalisme restauré

Deux lecteurs de l'Humanité Rouge que leur travail professionnel conduit à effectuer de brefs mais fréquents séjours en Pologne nous ont fait parvenir le témoignage suivant :

Nous avons une petite expérience pratique de la Pologne à la suite de nombreux voyages techniques, voyages généralement courts en durée (8 à 15 jours maximum).

Durant ces voyages, nous sommes placés dans des conditions qui ne nous permettent pas de connaître en profondeur la nature du système polonais. En effet nous disposons de moyens financiers sans rapport avec le salaire moyen des couches populaires d'une part et d'autre part les personnes que l'on rencontre sont des cadres techniques ou financiers.

L'existence tolérée d'un change de monnaie parallèle

Un franc vaut officiellement 7 zlotys, mais à la sortie de l'aéroport, ou dans la rue, on vous propose de changer au taux d'un franc pour 20 zlotys.

Avec ces devises, que font les Polonais ? Ils achètent dans des boutiques spéciales, où on ne peut payer qu'en devises, des alcools (cognac, whisky), des cigarettes (américaines) des pull-overs, etc.

On ne leur demande pas d'où proviennent les devises, ce qui semble donc indiquer que le trafic est toléré.

Autre utilisation des devises : l'achat d'une voiture, même d'une Fiat Polski, que vous avez en 2 mois si vous la payez en dollars (2 000 dollars pour le modèle 125) ou en 2 ans si vous la payez en zlotys.

L'existence tolérée d'une prostitution

Dans les hôtels internationaux et les night-clubs fréquentés par les étrangers et les Polonais argentés, de jeunes femmes vous proposent en anglais, italien, alle-

mand ou français leurs charmes pour 50 dollars. En plus de ces professionnelles légales, existe un certain nombre d'amatrices qui essaient de se faire offrir, outre un bon repas, des cadeaux divers tels que whisky ou parfums français.

S'il n'y a pas de prostitution-racolage sur les trottoirs comme chez nous, la prostitution existe pourtant bel et bien.

L'existence d'une minorité vivant luxueusement

Cette minorité se remarque aux très luxueuses voitures étrangères dans lesquelles elle se déplace, dans la fréquentation des restaurants chers. Rappelons qu'un menu cher (avec viande et vodka) à Varsovie coûte de l'ordre de 300 zlotys (le 1/10 du salaire moyen des ouvriers).

La présence de forces de police

Les Polonais ont un passeport intérieur qu'ils sont tenus de présenter à tout contrôle de la Milicja. Il y a souvent de fréquentes patrouilles de policiers avec chien dans les rues de Varsovie le soir et au mois de décembre 1975, lors du Congrès du Parti à Varsovie, 25 000 hommes étaient venus en renfort qui, paraît-il, y sont restés depuis

L'existence de la corruption

Ce n'est pas l'apanage des pays capitalistes tels que la presse l'a révélé avec l'affaire Dassault ou Lockheed. Les dessous de table, en devises évidemment, sont une chose qui se pratique pour l'obtention de marchés importants. Nous sommes formels sur ce point-là.

D'une manière générale, la pénétration de l'idéologie capitaliste se sent partout.

L'argent est au poste de commandement et la musique anglo-saxonne règne en maîtresse dans tous les clubs.

**Dernier point :
Les Soviétiques ne sont
pas particulièrement
aimés !**

Une des histoires humoristiques entendues prétend

que, contrairement à ce qu'on croit, le « pipe-line de l'Amitié » de pétrole brut ne coule pas dans le sens URSS-Pologne mais dans l'autre sens.

Allusion très nette au pillage économique dont est

victime la Pologne qui fait, entre autres, que dans ce pays producteur excédentaire de viande, il arrive que l'on manque de ladite viande à Varsovie certains mois, hormis dans les hôtels internationaux.

Là où il y a oppression, il y a révolte



Les travailleurs polonais incendient un immeuble de la police en décembre 1970.

Le gouvernement polonais annonçait jeudi, pour le lundi, de nombreuses et très importantes hausses de prix pour plusieurs produits alimentaires de première nécessité : sucre (plus 100 %), le beurre (plus 50 %), les conserves de viande et les charcuteries (plus 69 %), les conserves de poisson (plus 69 %). Aussitôt c'était la ruée vers les magasins de

toute taille qui étaient littéralement dévalisés. N'ayant pas osé depuis 70 à la suite des grande grèves et manifestations ouvrières dans les ports de la Baltique renouveler une telle opération, les révisionnistes polonais n'allaient pas tarder à constater que la classe ouvrière polonaise n'a pas pour autant désarmé. En effet dès jeudi soir, dans la petite vil-

le d'Ursus (ville de 32 000 habitants située à 10 km au sud de Varsovie), les 5 000 ouvriers de l'usine de tracteurs décidaient la grève totale. A la relève de l'équipe de nuit le vendredi matin, les ouvriers chassaient les membres du parti révisionniste polonais qui voulaient faire tourner les machines. Aussitôt de nombreuses manifestations se formaient et

bloquaient la voie ferrée, commençaient à déboulonner les voies, provoquant un embouteillage monstre sur plus de 10 km, d'autres stoppaient des dizaines de poids lourds transportant des œufs, du pain et du matériel industriel. Aussitôt le gouvernement faisait bloquer par la police et la milice toutes les issues de la ville mais se gardait bien d'intervenir directement contre la population révoltée. Car la colère gagnait rapidement d'autres usines et villes : à l'usine d'automobiles de « Zeran » dans la banlieue de Varsovie les 15 000 travailleurs déclenchaient à leur tour des mouvements de grève, ailleurs la population bloquait les voies ferrées sur la ligne Cracovie-Varsovie.

Affolés par le développement impétueux des luttes ouvrières, le journal du parti révisionniste polonais condamnait les grévistes et appelait à la reprise du travail. Mais vendredi dans la soirée, le chef du gouvernement J̄aroszewicz, intervenait à la télévision pour annoncer le « report des décisions, pourtant rendues inévitables par la situation, devant les incompréhensions de la population » ! En Hongrie, Radio-Budapest devait aussi déclarer « les augmentations de prix sont une conséquence de faits objectifs, c'est une réalité économique ». C'est l'aveu non dissimulé de la crise économique et politique profonde et qui s'aggrave dans les pays de l'Europe de l'Est, dominés entièrement par les nouveaux tsars de Moscou. Comme dans les autres pays capitalistes, les gouvernements exploitent et oppriment toujours plus durement les masses populaires

pour tenter de s'en sortir. Le report des augmentations ne règle en rien les difficultés internes de l'empire social-impérialiste et les masses populaires des pays révisionnistes renforceront leur combat contre la dictature social-fasciste qui les opprime. C'est ce que devait rappeler au cours d'un rassemblement, un ouvrier d'Ursus en déclarant que ce n'était que partie remise et que même dans quelques mois ils n'accepteraient pas davantage les hausses de prix.



18/décembre 1970, Szczecin, immeuble du Parti ouvrier unifié (le PC polonais) incendié par les travailleurs.



CHANSON RÉALISÉE ET CHANTÉE PAR
La Lyre des travailleurs (Lille)

LE PARTI

Texte: Dominique PAGELLE

Musique collective

1. Les gré-vis-toc crient "On oc-cupe!" Le mi-cro ré-pondi "Ar-rê-tez!"
On ex-pu-ta-se des ou-vri-ers, plu-sieurs fa-milles sont sans a-bris:
Der-rière le mi-cro, le P. "C" un' voix que le mi-cro dé-cuple
Le P. "C" sié-ge à la mai-rie, l'ar-gent afflue chez les ban-quiérs
REPRAIN Re-for-mons l'ar-mée! E-cra-sons la mi-sè-ro! A-bat tons le
c'est à nous qu'il re-vient de gou-ver-ner la terre, puis-que nous sommes
pou-voir du fric et des ban-quiérs!
les seuls à * sa-voir tra-vail-ler!

- 2 Les combats des années passées
Ne sont-ils plus qu'une légende,
Quand chaque grève faisait entendre
La voix puissante du PC,
Un'voix sans micro ni cravate,
Sans le cachet de la mairie,
Un'voix qui courait les maquis
Pour organiser et se battre ?
- 3 Tout le travail est à reprendre
Où le chemin s'est arrêté ;
La force est là, le peuple est prêt,
Il se soulève, il se rassemble.
On occupe malgré les micros
Et malgré les papiers timbrés ;
On combat malgré le PC.
Et contre lui, puisqu'il le faut.
- 4 Et la voix têtue reparait,
Mélée au fracas des machines ;
Campagnes, bureaux et usines,
Elle a un peuple à qui parler !
Un tract souillé dans la graisse,
On le replie sur l'établi :
L'équipe suivante l'aura aussi,
Il est du PCMLF !
- 5 - Manifestez pour les salaires
Et contre les licenciements !
Luttez encore, serrez les rangs !
Formez l'armée des prolétaires !
Les poings se ferment au bout des bras.
Sur les murs, on lit leur programme :
Peint en rouge, tranchant comm' une lame
« Dictature du prolétariat ! »
- 6 - La guerre des classes est sans pitié,
Le capital est prêt à tout ;
Contre ses flics, ses mauvais coups,
Il faut marcher comm' une armée !
Nous ferons la révolution !
Les travailleurs seront l'État !
Le parti rassemble leurs bras
Pour écraser l'exploitation !



APN-EDITIONS

MARXISME-LENINISME AU COMBAT

Imprimerie La Nouvelle — Paris — 1977

K
2